EMPIRE CHÉRIFIEN
 PROTECTORAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC

Bulletin Officiel

Abonnements :

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone Française et Tanger	Un an..	600 fr.	1.200 fr.
	6 mois..	400 »	700 »
France et Colonies	Un an..	750 »	1.500 »
	6 mois..	500 »	850 »
Étranger	Un an..	1.250 »	2.100 »
	6 mois..	750 »	1.250 »

Changement d'adresse : 10 francs,
 indiquer l'ancienne adresse ou joindre une bande.

LE «BULLETIN OFFICIEL» PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : *dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc.* ;
- 2° Une deuxième partie : *publicité réglementaire, légale et judiciaire* (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Seule l'édition partielle est vendue séparément

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle,
 avenue Jean-Mermoz, à Rabat.

Tous règlements doivent être effectués à l'adresse du Régisseur-comptable
 de l'Imprimerie Officielle (compte chèques postaux n° 101-10, à Rabat).

AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Prix du numéro :

Édition partielle 16 fr.
 Édition complète 26 fr.
 Années antérieures :
 Prix ci-dessus majorés de 50 %.

Prix des annonces :

Annonces légales,
 réglementaires
 et judiciaires } La ligne de 27 lettres :
 40 francs
 (Arrêté résidentiel du 24 décembre 1947)

Pour la publicité-réclame commerciale
 et industrielle, s'adresser à l'agence Havas,
 3, avenue Dar-el-Makhzen, à Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat

ABONNEMENTS ADMINISTRATIFS

Avis important

Il est rappelé aux divers services du Protectorat que les abonnements au « Bulletin officiel » qui leur sont servis à titre remboursable, ne sont pas renouvelés d'office. Il leur appartient donc de se réabonner chaque année.

Ils sont invités à le faire dès maintenant afin d'éviter toute interruption dans le service du journal.

Les abonnements administratifs se distinguent par l'inscription sur la bande d'envoi de la mention « Ad. P. — N°..... » ou « Ad. C. — N°..... ». Ils arrivent tous à expiration le 31 décembre 1949.

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX

Exercice 1949. — Prélèvement sur le fonds de réserve.
 Dahir du 15 octobre 1949 (22 hija 1368) portant prélèvement d'une somme de 162.649.497 francs sur le fonds de réserve, au titre de l'exercice 1949 1420

Accidents du travail. — Rentes allouées aux victimes.
 Dahir du 17 octobre 1949 (24 hija 1368) relatif au rachat des rentes allouées aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit et dont le montant annuel est au moins égal à 200 francs 1420

Ciments soumis à répartition. — Conditions de vente.
 Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 12 novembre 1949 fixant les conditions de vente des ciments soumis à répartition 1420

Farines de blé. — Détermination des caractéristiques.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 20 octobre 1949 fixant les caractéristiques auxquelles doivent répondre les farines de blé tendre et de blé dur définies par la décision du directeur de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales du 30 juin 1949 .. 1430

TEXTES PARTICULIERS.

Agadir. — Distraction du domaine forestier.
 Dahir du 17 octobre 1949 (24 hija 1368) déclarant d'utilité publique la distraction du domaine forestier d'une parcelle de terrain faisant partie de la forêt domaniale de Mesquina (Agadir) 1431

Safi. — Construction d'un hôpital.
 Arrêté viziriel du 8 mars 1949 (7 jourmada I 1368) déclarant d'utilité publique et urgente la construction d'un hôpital à Safi et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires à cet effet 1431

Aït-Ali (Kasba-Tadla). — Construction d'une école musulmane.
 Arrêté viziriel du 11 mars 1949 (10 jourmada I 1368) déclarant d'utilité publique et urgente la construction d'une école musulmane aux Aït-Ali (Kasba-Tadla), et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires à cet effet. 1431

Ville d'Agadir. — Vente d'un lot de terrain à une société.
 Arrêté viziriel du 15 octobre 1949 (22 hija 1368) autorisant la vente de gré à gré par la ville d'Agadir à la société « Conserveries du littoral marocain » d'une parcelle de terrain du quartier Industriel 1431

Marrakech. — Création d'une pépinière.
 Arrêté viziriel du 3 septembre 1949 (9 kaada 1368) déclarant d'utilité publique et urgente la création d'une pépinière des eaux et forêts au lieu dit « Bled Issilioumen », vallée de l'Ourika (région de Marrakech), et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires à cette création 1432

Khouribga—Beni-Mellal. — Construction de la route n° 133.

Arrêté viziriel du 5 octobre 1949 (12 hija 1368) rectifiant le tableau de l'arrêté viziriel du 12 mars 1949 (11 joumada 1 1368) déclarant d'utilité publique et urgente la construction de la route n° 133 (ex-n° 132) de Khouribga à Beni-Mellal (section El-M'Timrat—route n° 22), et frappant d'expropriation les terrains nécessaires 1432

Mechra-Bel-Ksiri. — Construction d'un quartier marocain.

Arrêté viziriel du 15 octobre 1949 (22 hija 1368) déclarant d'utilité publique et urgente la construction d'un quartier marocain à Mechra-Bel-Ksiri et frappant d'expropriation une parcelle de terrain nécessaire à cette fin .. 1433

Ville d'Oujda. — Extension du marché de gros.

Arrêté viziriel du 17 octobre 1949 (24 hija 1368) déclarant d'utilité publique et urgente l'extension du marché de gros de la ville d'Oujda 1433

Outat-el-Hadj (Taza). — Construction d'un hôtel des P.T.T.

Arrêté viziriel du 22 octobre 1949 (29 hija 1368) déclarant d'utilité publique et urgente la construction d'un hôtel des P.T.T. à Outat-el-Hadj, cercle de Guercif, territoire de Taza, et frappant d'expropriation la propriété nécessaire à cette fin 1433

Commission d'appel des sanctions administratives. — Désignation d'un membre.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 9 novembre 1949 désignant un membre de la commission d'appel des sanctions administratives 1433

Ville de Casablanca. — Acquisition de deux parcelles de terrain.

Arrêté du directeur de l'intérieur du 29 octobre 1949 approuvant une délibération de la commission municipale de la ville de Casablanca autorisant l'acquisition par la ville de deux parcelles de terrain 1434

Ville de Safi. — Echange immobilier avec la Société anonyme marocaine immobilière et financière.

Arrêté du directeur de l'intérieur du 8 novembre 1949 modifiant l'arrêté du 1^{er} avril 1949 autorisant un échange immobilier entre la ville de Safi et la Société anonyme marocaine immobilière et financière 1434

Association syndicale agricole.

Arrêté du directeur des travaux publics du 4 novembre 1949 portant ouverture d'enquête sur le projet de constitution de l'association syndicale agricole privilégiée d'électrification de l'Ain-Tekki 1434

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS

Arrêté viziriel du 31 octobre 1949 (8 moharrem 1369) modifiant l'arrêté viziriel du 30 novembre 1945 (24 hija 1364) relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires effectués par certains fonctionnaires et agents des administrations centrales 1434

Arrêté viziriel du 31 octobre 1949 (8 moharrem 1369) relatif aux indemnités pour travaux supplémentaires effectués par le personnel des administrations centrales du Protectorat 1435

TEXTES PARTICULIERS

Secrétariat général du Protectorat.

Arrêté viziriel du 31 octobre 1949 (8 moharrem 1369) modifiant l'arrêté viziriel du 18 mars 1939 (26 moharrem 1358) formant statut du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat 1435

Direction des services de sécurité publique.

Arrêté du directeur des services de sécurité publique du 7 novembre 1949 relatif à l'organisation de l'examen probatoire pour l'admission de certains agents dans le cadre de dames employées et de dames dactylographes de la direction des services de sécurité publique 1435

Direction des travaux publics.

Arrêté du directeur des travaux publics du 18 octobre 1949 portant ouverture d'un examen professionnel pour l'accession au grade d'ingénieur adjoint des travaux publics du Maroc 1436

Arrêté du directeur des travaux publics du 18 octobre 1949 portant ouverture d'un concours direct pour l'emploi d'ingénieur adjoint des travaux publics du Maroc 1436

Arrêté du directeur des travaux publics du 18 octobre 1949 portant ouverture d'un concours direct pour l'emploi d'agent technique des travaux publics 1436

Arrêté du directeur des travaux publics du 18 octobre 1949 portant ouverture d'un examen professionnel pour l'emploi d'agent technique des travaux publics 1437

Arrêté du directeur des travaux publics du 18 octobre 1949 portant ouverture d'un concours pour l'emploi de sous-lieutenant de port 1437

Arrêté du directeur des travaux publics du 18 octobre 1949 portant ouverture d'un concours direct pour l'emploi de commis stagiaire des travaux publics 1437

Arrêté du directeur des travaux publics du 18 octobre 1949 portant ouverture d'un examen professionnel pour l'emploi de conducteur de chantier 1438

Arrêté du directeur des travaux publics du 26 octobre 1949 fixant les conditions et le programme de l'examen professionnel pour l'accession au grade d'adjoint technique des travaux publics du Maroc 1438

Direction de l'agriculture, du commerce et des forêts.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 8 octobre 1949 modifiant l'arrêté directeur du 12 novembre 1946 portant réglementation des conditions du concours pour l'emploi de commis d'interprétariat stagiaire du service de la conservation foncière 1440

Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre.

Arrêté du directeur de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre du 10 novembre 1949 abrogeant et remplaçant l'article 4 de l'arrêté du 22 octobre 1949 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre dans les conseils de discipline et les commissions d'avancement 1440

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois 1440

Nominations et promotions 1441

Honorariat 1448

Admission à la retraite 1448

Elections 1448

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités	1452
Avis de concours pour les emplois de surveillant commis-greffier et de premier surveillant de prison	1452
Avis de concours directs et d'examens professionnels organisés par la direction des travaux publics (session 1950) ..	1453
Liste des sur-arbitres désignés par les signataires de la convention collective des banques du 1 ^{er} décembre 1948	1453
Avis de l'Office marocain des changes (Rectificatif au B.O. n° 1932, du 4 novembre 1949, p. 1400)	1453

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir du 15 octobre 1949 (22 hija 1368) portant prélèvement d'une somme de 162.649.497 francs sur le fonds de réserve, au titre de l'exercice 1949.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Une somme de cent soixante-deux millions six cent quarante-neuf mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept francs (162.649.497 fr.) sera prélevée sur le fonds de réserve.

ART. 2. — Cette somme sera prise en recette à la troisième partie du budget de l'exercice 1949, 1^{re} section : « Prélèvement sur le fonds de réserve pour dotation des rubriques budgétaires inscrites en dépenses à la 1^{re} section de la troisième partie du budget » et affectée à la rubrique de dépense ci-après :

Chapitre 15, article premier : « Santé publique et famille, construction, aménagement et installation d'hôpitaux, ambulances, dispensaires et bâtiments divers pour l'assistance médicale » ; pour être ultérieurement transférée à la 1^{re} partie du budget de l'exercice 1949, chapitre 69, article 21 : « Santé publique et famille (matériel et dépenses diverses), équipement sanitaire et armement antituberculeux, équipement médico-social. »

Fait à Rabat, le 22 hija 1368 (15 octobre 1949).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 novembre 1949.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

FRANCIS LACOSTE.

Dahir du 17 octobre 1949 (24 hija 1368) relatif au rachat des rentes allouées aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit et dont le montant annuel est au moins égal à 200 francs.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 25 juin 1927 (25 hija 1345) relatif à la réparation des accidents du travail et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 20 septembre 1946 (22 chaoual 1365) prescrivant en son article 4 le rachat des rentes d'accidents du travail inférieures à 200 francs par an ;

Vu le dahir du 9 décembre 1943 (11 hija 1362) accordant des majorations et des allocations aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit ;

Vu l'arrêté du directeur des travaux publics du 17 avril 1947 relatif au rachat des rentes allouées aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit et dont le montant annuel ne dépasse pas 200 francs, tel que cet arrêté a été modifié et complété,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le capital représentatif des rentes d'un montant annuel au moins égal à 200 francs et inférieur à 501 francs, allouées aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit, sera obligatoirement versé par l'employeur ou par l'assureur substitué à l'expiration du délai de révision prévu à l'article 19 du dahir susvisé du 25 juin 1927 (25 hija 1345).

Le capital sera versé :

Soit à la victime lorsque celle-ci est atteinte d'une incapacité de travail inférieure à 10 % ;

Soit au fonds de majoration institué par le dahir susvisé du 9 décembre 1943 (11 hija 1362) lorsqu'il s'agit soit de l'ayant droit d'une victime d'accident mortel du travail, soit d'une victime dont le degré d'incapacité de travail résultant d'un ou de plusieurs accidents est au moins égal à 10 % ; cependant l'employeur ou l'assureur ne sera pas tenu d'effectuer le versement du capital au fonds de majoration lorsque le créancier n'a pas encaissé les arrérages de sa pension échus depuis le 1^{er} janvier 1940, alors que la preuve de sa mort n'aura pas été rapportée.

ART. 2. — Le capital représentatif des rentes d'un montant annuel au moins égal à 501 francs et allouées soit à des ayants droit de victimes d'accident mortel du travail, soit à des victimes dont le degré global d'incapacité de travail résultant d'un ou de plusieurs accidents est au moins égal à 10 %, peut être versé sur sa demande par l'employeur ou par l'assureur au fonds de majoration visé à l'article premier.

ART. 3. — Le versement du capital sera effectué au plus tard le 15 janvier 1950. Les arrérages de la pension échus à cette date seront acquis au créancier.

Si le délai de révision de la rente allouée à une victime expire après le 1^{er} janvier 1950, le rachat de la rente sera effectué à compter de la date d'expiration dudit délai.

ART. 4. — Le capital représentatif des rentes, évalué à la date prévue à l'article 3 pour son versement sera calculé d'après un barème qui sera déterminé par arrêté du directeur du travail et des questions sociales.

L'âge du créancier à prendre en considération sera l'âge révolu atteint au cours de l'année du rachat ; si le débiteur n'est pas en mesure d'indiquer l'âge approximatif du créancier, les âges suivants seront pris comme base pour le calcul du capital représentatif des rentes : victimes d'accidents du travail : 30 ans ; veuves de victimes : 25 ans ; ascendants : 45 ans.

Fait à Rabat, le 24 hija 1368 (17 octobre 1949).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 novembre 1949.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

FRANCIS LACOSTE.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 12 novembre 1949 fixant les conditions de vente des ciments soumis à répartition.

LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ
A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE,

Vu la décision résidentielle du 31 mai 1949 chargeant temporairement le délégué à la Résidence générale du secrétariat général du Protectorat ;

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 février 1941 pris pour l'application du dahir susvisé et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 25 février 1941 instituant une caisse de compensation et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 10 mars 1948 relatif à la répression des hausses de prix injustifiées ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 30 août 1947 donnant délégation au directeur de la production industrielle et des mines pour la signature des arrêtés portant fixation du prix des marchandises dont ses services sont responsables ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 25 août 1948 donnant délégation au directeur de la production industrielle et des mines pour la signature des arrêtés portant fixation des prélèvements pour les marchandises dont ses services sont responsables ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 27 novembre 1948 fixant le prix maximum de vente des ciments soumis à répartition et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 23 mars 1949 instituant un prélèvement applicable au ciment de fabrication locale ;

Vu l'arrêté interdirectionnel du 15 janvier 1946 concernant l'importation, en zone française du Maroc, de certaines marchandises et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 16 juillet 1949 rendant la liberté aux prix de tous les produits et services autres que ceux mentionnés dans ledit arrêté,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 15 novembre 1949 les prix maxima de vente aux utilisateurs des ciments de production locale et des ciments importés, répartis dans les conditions prévues par l'arrêté susvisé du 15 janvier 1946, sont fixés ainsi qu'il suit :

Ciment 315/460	7.140 francs la tonne
Ciment 250/315 ou maritime	6.700 — —
Ciment 160/250 ou 20/25	6.260 — —
Ciment 100/160 ou 15/20	6.040 — —

Ces prix qui comprennent la rémunération éventuelle des revendeurs, s'entendent marchandises nues sur wagon ou camion.

Pour les ciments de production locale, départ de l'usine des Roches-Noires, à Casablanca.

Pour les ciments d'importation, sur wagon ou camion port Casablanca, pour les importations réalisées par un bureau de douane autre que Casablanca, les prix visés à l'alinéa précédent sont majorés des frais de transport de quai Casablanca au lieu de dédouanement et s'entendent sur wagon ou camion quai, port ou gare de dédouanement.

Les prix ci-dessus peuvent être majorés de 300 francs par tonne lorsque le ciment est pris dans le magasin d'un commerçant importateur ou revendeur.

ART. 2. — A compter de la même date les prix maxima de vente aux utilisateurs des ciments spéciaux d'importation ne rentrant dans aucune des catégories énumérées à l'article premier du présent arrêté, sont déterminés en majorant le prix de vente du ciment 250/315 ou maritime de la différence entre les prix départ d'une même usine du ciment considéré et du ciment 250/315, multipliée par le coefficient 1,15.

ART. 3. — Les prix fixés à l'article premier comprennent, en ce qui concerne les ciments de production locale, un prélèvement de 2.040 francs par tonne de ciment produite et vendue par la Société des chaux et ciments.

Le produit de ce prélèvement est affecté à l'abaissement du prix du ciment importé et réparti dans les conditions prévues par l'arrêté du 15 janvier 1946.

ART. 4. — Les importateurs non utilisateurs de ciment réparti dans les conditions prévues par l'arrêté susvisé du 15 janvier 1946, recevront de la caisse de compensation, sur justification d'importation et de répartition, une ristourne dont le montant est fixé

forfaitairement comme suit pour le ciment de toute catégorie, mis à la consommation à partir du 15 novembre 1949, et importé par les bureaux de douane suivants :

Agadir	400 francs
Safi	1.150 —
Casablanca	1.780 —
Fedala	1.500 —
Port-Lyautey	1.450 —
Oujda	500 —

ART. 5. — Le prix du ciment non réparti dans les conditions prévues par l'arrêté susvisé du 15 janvier 1946, sera débattu librement entre vendeurs et acheteurs, à tous les échelons commerciaux, sous réserve des dispositions du dahir susvisé du 10 mars 1948.

ART. 6. — Le directeur de la production industrielle et des mines, le directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts, le directeur de la caisse de compensation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

ART. 7. — Sont abrogés : l'arrêté susvisé du 27 novembre 1948 et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ; l'arrêté susvisé du 23 mars 1949.

Rabat, le 12 novembre 1949.

Pour le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
et par délégation,

Le directeur de la production industrielle
et des mines,
A. POMMERIE.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 20 octobre 1949 fixant les caractéristiques auxquelles doivent répondre les farines de blé tendre et de blé dur définies par la décision du directeur de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales du 30 juin 1949.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES FORÊTS P.I.,

Vu le dahir du 14 octobre 1944 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles et, notamment, son article 28, tel qu'il a été complété par le dahir du 18 décembre 1948 ;

Vu la décision du directeur de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales du 30 juin 1949 fixant les types des farines et des semoules dont la fabrication et la mise en vente sont autorisées à compter du 1^{er} juillet 1949,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La farine de blé tendre « boulangerie », et « commerce » type 78, extraite de telle manière que 100 kilos de blé tendre pesant 77 kilos à l'hectolitre et contenant 3 % d'impuretés procurent 78 kilos de farine, doit répondre aux caractéristiques suivantes :

Taux de cendre : il doit être au maximum de 1 % (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

Taux d'affleurement : le passage de l'ensemble de la farine au tamis 40 (A.J.L.) dont l'ouverture de maille est de 0 mm. 52, ne doit laisser aucun refus.

Le passage de l'ensemble de la farine au tamis de gaze renforcée n° 7 XX (numérotage suisse) dont l'ouverture de maille est de 0 mm. 2, ne doit pas laisser un refus supérieur à 10 %.

ART. 2. — La farine entière de blé dur, extraite de telle manière que 100 kilos de blé dur pesant 78 kilos à l'hectolitre et contenant 3 % d'impuretés procurent 79 kilos de farine, doit répondre aux caractéristiques suivantes :

Taux de cendre : il doit être au maximum de 1,2 % (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

Taux d'affleurement : le passage de l'ensemble de la farine au tamis 40 (A.J.L.) dont l'ouverture de maille est de 0 mm. 52, ne doit laisser aucun refus.

Le passage de l'ensemble de la farine au tamis de gaze renforcée n° 7 XX (numérotage suisse) dont l'ouverture de maille est de 0 mm. 2, ne doit pas laisser un refus supérieur à 15 %.

ART. 3. — La farine de force de blé tendre type 74, extraite de telle manière que 100 kilos de blé tendre pesant 77 kilos à l'hectolitre et contenant 3 % d'impuretés procurent 74 kilos de farine, doit répondre aux caractéristiques suivantes :

Taux de cendre : il doit être au maximum de 0,80 % (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

Taux d'affleurement : le passage de l'ensemble de la farine au tamis 40 (A.J.L.) dont l'ouverture de maille est de 0 mm. 52, ne doit laisser aucun refus.

Le passage de l'ensemble de la farine au tamis de gaze renforcée n° 7 XX (numérotage suisse) dont l'ouverture de maille est de 0 mm. 2, ne doit pas laisser un refus supérieur à 5 %.

ART. 4. — Des échantillons de farines correspondant aux caractéristiques indiquées ci-dessus, constitués par le laboratoire des blés du service de la recherche agronomique et de l'expérimentation agricole à Rabat, sont tenus à la disposition de toute personne intéressée au service de la recherche agronomique et de l'expérimentation

agricole, à Rabat, au laboratoire officiel de chimie, à Casablanca, ainsi que dans toutes les inspections régionales de la répression des fraudes.

ART. 5. — Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux farines produites par les moulins artisanaux.

Rabat, le 20 octobre 1949.

FÉLICI.

TEXTES PARTICULIERS

Distraction du régime forestier.

Forêt de Mesguina (Agadir).

Par dahir du 17 octobre 1949 (24 hija 1368) a été déclarée d'utilité publique, en vue de sa remise au domaine public de l'Etat chérifien, pour l'ouverture d'une carrière, la distraction du régime forestier d'une parcelle de terrain d'une superficie de 44 hectares, faisant partie de la forêt domaniale de Mesguina (Agadir) et teinte en rose sur le plan annexé à l'original dudit dahir.

Construction d'un hôpital à Safi.

Par arrêté viziriel du 8 mars 1949 (7 jourmada I 1368) a été déclarée d'utilité publique et urgente la construction à Safi d'un nouvel hôpital.

Ont été, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain désignées au tableau ci-après et délimitées par un liseré rose aux plans annexés à l'original dudit arrêté :

NUMERO d'ordre	NOM DE LA PROPRIÉTÉ	NUMERO du titre foncier ou de la réquisition	SUPERFICIE approximative	NOM ET ADRESSE des propriétaires présumés
1	Parcelle de terrain nu, avenue de la Science.	Néant.	16.950 mq.	Héritiers Illane, Safi.
2	Parcelle de terrain nu, avenue du Repos.	»	14.650 mq.	id.
3	« Blanco IV », entre les deux précédentes (terrain nu).	2802 MZ.	16.070 mq.	M. Blanco Herminio, Safi.

Le délai pendant lequel ces immeubles resteront sous le coup de l'expropriation a été fixé à cinq ans.

Construction d'une école musulmane aux Ait-Ali (Kasba-Tadla).

Par arrêté viziriel du 11 mars 1949 (10 jourmada I 1368) a été déclarée d'utilité publique et urgente la construction, aux Ait-Ali (Kasba-Tadla), d'une école musulmane.

Ont été, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain nu mentionnées au tableau ci-dessous et figurées par un liseré rouge au plan annexé à l'original dudit arrêté :

NUMERO d'ordre	SURFACE approximative	NOM DES PROPRIETAIRES PRÉSUMÉS	OBSERVATIONS
1	2.300 mq.	Ouaninah ben Salah.	Terrain nu.
2	3.400 mq.	Fetouma bent Salah.	id.

Le délai pendant lequel ces immeubles resteront sous le coup de l'expropriation a été fixé à cinq ans.

Vente de gré à gré par la ville d'Agadir à une société de deux lots de terrain du quartier Industriel.

Par arrêté viziriel du 15 octobre 1949 (22 hija 1368) et par dérogation aux dispositions du cahier des charges approuvé le 10 août 1948 réglementant la vente des terrains du quartier Industriel d'Agadir, a été autorisée la cession de gré à gré par la ville d'Agadir à la société « Conserveries du littoral marocain », d'une parcelle de terrain d'une superficie de douze mille cent soixante-cinq mètres carrés (12.165 mq.) environ, constituée par les lots n° 2 et 3 du quartier Industriel, telle qu'elle est figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original dudit arrêté.

Cette cession a été consentie au prix de cinquante francs (50 fr.) le mètre carré, soit pour la somme globale de six cent huit mille deux cent cinquante francs (608.250 fr.).

Ont été rendues applicables à cette vente les clauses du cahier des charges qui ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Création d'une pépinière dans la région de Marrakech.

Par arrêté viziriel du 3 septembre 1949 (9 kaada 1368) a été déclarée d'utilité publique la création d'une pépinière des eaux et forêts dans la vallée de l'Ourika (région de Marrakech).

Ont été, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain limitées par un liséré rose sur le plan annexé à l'original dudit arrêté et désignées au tableau ci-après :

NUMÉRO des parcelles	NOM DES PROPRIÉTAIRES	NOM du mandataire	SUPERFICIE des parcelles expropriées		OBSERVATIONS
			A.	CA.	
1	Mohamed ben Chiboul	Lui-même.	4	18	Mesfioua.
2	Bihi ben Brahim	id.	1	64	id.
3	Lahoucine ben Mohamed	id.	3	42	id.
4	Ahmed ben Mohamed N'Aït Naceur	id.	3	44	id.
5	Lahoucine ben Lahoucine	id.	15	98	id.
6	Ahmed ben Mohamed N'Aït Naceur	id.	9	26	id.
7	El Mahjoub ben Chiboul	id.	1	20	Ourika.
8	Mohamed N'Aït Chiker	id.	1	99	id.
9	Boujema ben Lahoucine	id.	2	68	Mesfioua.
10	Ahmed ou Benna	id.	3	40	Ourika.
11	Assi ben Mohamed Chititi	id.	1	08	Mesfioua.
12	Mohand N'Aït Ouchèn	id.		83	id.
13	Lahcèn N'Aït Ouchèn	id.		80	id.
14	Mohand N'Aït Ouchèn	id.	2	95	id.
15	Mohamed N'Aït Chiker	id.	1	44	Ourika.
16	Lahoucine N'Aït Addi	id.	7	92	Mesfioua.
17	Ahmed ou Benna	id.	12	48	Ourika.
18	Hamou N'Aït Benna	id.	6	08	id.
19	Ahmed ou Benna	id.	17	94	id.
20	Ahmed ou Benna	id.	6	00	id.
21	Si Lahoucine Agouran	id.		87	Mesfioua.
22	Lahcèn ben Mohamed N'Aït Lahcèn	id.	5	01	id.
23	Cheikh Hamou ben Lahcèn	id.	14	21	id.
24	Assi ben Mohamed Chititi	id.	2	21	id.
25	Mohamed ou Assi N'Aït Ouchèn	id.	7	56	id.
26	Si Ahma ben Ladj Ladel	id.	4	55	id.
27	Ali ben Bouslem N'Aït Benna	id.	2	82	Ourika.
28	Ahmed ou Benna	id.	1	95	id.

L'urgence a été prononcée.

Le délai pendant lequel ces propriétés resteront sous le coup de l'expropriation a été fixé à quatre ans.

Rectification du tableau de l'arrêté viziriel du 12 mars 1949 (11 jourmada I 1368) déclarant d'utilité publique et urgente la construction de la route n° 133 (ex-n° 132) de Khouribga à Beni-Mellal (section El-M'Timrat—route n° 22), et frappant d'expropriation les terrains nécessaires.

Par arrêté viziriel du 5 octobre 1949 (12 hija 1368) le tableau parcellaire de l'arrêté viziriel du 12 mars 1949 (11 jourmada I 1368) a été rectifié ainsi qu'il suit, en ce qui concerne les parcelles n°s 6, 8 et 53 :

« Article 2. —

Au lieu de :

NUMÉRO des parcelles	NOM DES PROPRIÉTAIRES OU PRÉSUMÉS TELS	LIEU DE RÉSIDENCE	TITRE FONCIER	NATURE DES TERRAINS	SUPERFICIE
6	Collectivité des Oulad Bourradou.	Oulad Bourradou.	id.	id.	HA. A. CA. 3 57, 00
8	Collectivité des Oulad Bourradou.	Oulad Bourradou.	id.	Terrain de culture.	1 48 50
53	Collectivité des Oulad Sassi.	Oulad Sassi.	T.F. n° 25517 C.	Terrain de culture.	70 17

Lire :

NUMERO des parcelles	NOM DES PROPRIÉTAIRES OU PRÉSUMES TELS	LIEU DE RÉSIDENCE	TITRE FONCIER	NATURE DES TERRAINS	SUPERFICIE
6	Collectivité des Oulad M'Hamed.	Oulad M'Hamed.	id.	Sol de piste, terrain de pacage.	HA. A. CA. 3 57 00
8	Collectivité des Oulad M'Hamed.	Oulad M'Hamed.	id.	Terrain de culture.	1 48 50
53	Caïd Mohamed ben Amrane.	Fkih-Bensalah.	T.F. n° 25517.C.	Terrain de culture.	70 17

Construction d'un quartier marocain à Mechrâ-Bel-Ksiri.

Par arrêté viziriel du 15 octobre 1949 (22 hija 1368) a été déclarée d'utilité publique et urgente la construction d'un quartier marocain à Mechrâ-Bel-Ksiri.

A été, en conséquence, frappée d'expropriation une parcelle de terrain non immatriculée, d'une superficie approximative de 3 ha. 68 a., située à Mechrâ-Bel-Ksiri, en bordure de l'oued Sebou, et présumée appartenir à M^{me} Barranco Joséphine, ou à M. Nogaro, demeurant l'un et l'autre à Mechrâ-Bel-Ksiri.

Le délai pendant lequel cet immeuble restera sous le coup de l'expropriation a été fixé à cinq ans.

Extension du marché de gros de la ville d'Oujda.

Par arrêté viziriel du 17 octobre 1949 (24 hija 1368) a été déclarée d'utilité publique l'extension du marché de gros de la ville d'Oujda.

A été, en conséquence, frappée d'expropriation la parcelle de terrain désignée au tableau ci-après, telle qu'elle est figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original dudit arrêté :

NOM ET ADRESSE du propriétaire présumé et titre de propriété	SURFACE approximative à exproprier	OBSERVATIONS
M. Desbrières Claude, 6, rue des Hirondelles, Casablanca (T. F. n° 8714)	11 a. 72 ca.	Terrain nu.

L'urgence a été prononcée.

Le délai pendant lequel cette propriété restera sous le coup de l'expropriation a été fixé à cinq ans.

Construction d'un hôtel des P.T.T. à Outat-el-Hadj (Taza).

Par arrêté viziriel du 22 octobre 1949 (29 hija 1368) a été déclarée d'utilité publique et urgente la construction d'un hôtel des P.T.T. à Outat-el-Hadj (Taza).

A été, en conséquence, frappée d'expropriation une parcelle de terrain, d'une superficie approximative de 800 mètres carrés, sise à Outat-el-Hadj, telle qu'elle est délimitée par un liseré rose au croquis annexé à l'original dudit arrêté, présumée appartenir à :

1° M. Mouchy Cohen ben Boucetta, ou ses héritiers, demeurant anciennement à Taourirt, et dont le domicile actuel est inconnu ;

2° M. Mardoché Cohen ben Boucetta, ou ses héritiers, demeurant anciennement à Oujda, et dont le domicile actuel est inconnu ;

3° M. Jacob (Yacoub) Cohen, dit « Ben Ghagha », ou ses héritiers, demeurant à Debdou ;

4° MM. Judah (Ihouda) et Joseph (Soussou) Cohen el Bezzazine, dits « Ben Ghagha », demeurant à Nador (zone espagnole).

Le délai pendant lequel cet immeuble restera sous le coup de l'expropriation a été fixé à cinq ans.

Désignation d'un membre de la commission d'appel des sanctions administratives.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 9 novembre 1949 M. Deiller, représentant la direction de la production industrielle et des mines, a été désigné comme membre suppléant de la commission d'appel des sanctions administratives, en remplacement de M. Ouertal.

Acquisition de deux parcelles de terrain par la ville de Casablanca, pour la construction d'un stade d'honneur.

Par arrêté du directeur de l'intérieur du 29 octobre 1949 a été approuvée la délibération de la commission municipale de la ville de Casablanca, du 26 juillet 1949, autorisant l'acquisition, en vue de leur incorporation au domaine privé municipal, des parcelles de terrain désignées ci-après :

1° Propriété dite « Kossibet ben Amar », T.F. n° 27579 C., d'une superficie de neuf cent six mètres carrés (906 mq.) environ, située au quartier de l'Hippodrome, telle qu'elle est figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original dudit arrêté, au prix de deux mille cent francs (2.100 fr.) le mètre carré, soit pour la somme globale d'un million neuf cent deux mille six cents francs (1.902.600 fr.);

2° Propriété dite « Françoise II », T.F. n° 20346 C., d'une superficie de cinq cent cinq mètres carrés (505 mq.) environ, située au quartier de l'Hippodrome, telle qu'elle est figurée par une teinte verte sur le plan annexé à l'original dudit arrêté, au prix de deux mille cinq cents francs (2.500 fr.) le mètre carré, soit pour la somme globale d'un million deux cent soixante-deux mille cinq cents francs (1.262.500 fr.).

Modificatif à l'arrêté du directeur de l'intérieur du 1^{er} avril 1949 autorisant un échange immobilier entre la ville de Safi et la « S.A.M.I.F. ».

Par arrêté du directeur de l'intérieur du 8 novembre 1949 l'article premier de l'arrêté du directeur de l'intérieur du 1^{er} avril 1949 autorisant un échange immobilier, sans soulte, entre la ville de Safi et la Société anonyme marocaine immobilière et financière a été modifié ainsi qu'il suit :

« 1° La ville de Safi cède à M. Buéno, actionnaire de ladite société, « une parcelle de terrain du domaine privé municipal, d'une superficie de cinq cent cinquante-cinq mètres carrés (555 mq.) environ, « objet du titre foncier n° 1572 M., sise au quartier du Plateau, et « telle qu'elle est figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original dudit arrêté ;

« 2° M. Buéno, actionnaire de ladite société, cède à la ville de « Safi une parcelle de terrain d'une superficie de mille six cent « soixante-dix-sept mètres carrés (1.677 mq.) environ, sise route du « Chaaba, telle que ladite parcelle est figurée par une teinte bleue « sur le plan annexé à l'original dudit arrêté. »

ASSOCIATIONS SYNDICALES AGRICOLES PRIVILÉGIÉES.

Avis d'ouverture d'enquête.

Par arrêté du directeur des travaux publics du 4 novembre 1949 une enquête de trente jours, à compter du 14 novembre 1949, est ouverte dans l'annexe de contrôle civil de Fedala, sur le projet de constitution de l'association syndicale agricole privilégiée d'électrification de l'Ain-Tekki.

Le dossier d'enquête est déposé dans les bureaux de l'annexe de contrôle civil de Fedala.

Tous les propriétaires de terrains compris à l'intérieur du périmètre indiqué au plan parcellaire joint au projet, font obligatoirement partie de l'association. Ils sont invités à se présenter au bureau de l'annexe de Fedala, afin de faire connaître leurs droits et produire leurs titres, dans un délai de trente jours, à dater de l'ouverture de l'enquête.

Les propriétaires ou usagers, qui ont l'intention de faire usage des droits conférés par le paragraphe 3 de l'article 6 du dahir du 15 juin 1924 sur les associations syndicales agricoles, ont un délai de trente jours, à partir de la date d'ouverture d'enquête, pour notifier leur décision par inscription au registre d'observations.

**ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

TEXTES COMMUNS

Arrêté viziriel du 31 octobre 1949 (8 moharrem 1369) modifiant l'arrêté viziriel du 30 novembre 1945 (24 hija 1364) relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires effectués par certains fonctionnaires et agents des administrations centrales.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 30 novembre 1945 (24 hija 1364) relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires effectués par certains fonctionnaires et agents des administrations centrales et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 24 mai 1948 (14 rejeb 1367) relatif aux indemnités allouées pour travaux supplémentaires aux fonctionnaires et agents des administrations centrales,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté viziriel susvisé du 30 novembre 1945 fixant la liste des fonctionnaires des cadres des administrations centrales et des agents auxiliaires en fonction dans ces administrations qui peuvent bénéficier d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires est modifié comme suit :

- « Rédacteurs principaux et rédacteurs ;
- « Secrétaires d'administration de 1^{re} et 2^e classes et stagiaires ;
- « Chefs de groupe ;
- « Commis principaux et commis ;
- « Dames sténodactylographes ;
- « Dames dactylographes ;
- « Agents auxiliaires de la 1^{re} à la 5^e catégorie incluse. »

ART. 2. — Les taux des indemnités horaires sont fixés dans la limite des crédits inscrits au budget à cet effet par arrêté du secrétaire général du Protectorat pris après avis du directeur des finances.

ART. 3. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1949.

Fait à Rabat, le 8 moharrem 1369 (31 octobre 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 9 novembre 1949.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

FRANCIS LACOSTE.

Arrêté viziriel du 31 octobre 1949 (8 moharrem 1369) relatif aux indemnités pour travaux supplémentaires effectués par le personnel des administrations centrales du Protectorat.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 3 janvier 1928 (10 rejeb 1346) relatif aux heures supplémentaires effectuées par le personnel des administrations centrales du Protectorat et, notamment, son article 2, tel qu'il a été modifié et complété par l'arrêté viziriel du 19 juillet 1946 (19 cheabane 1365) ;

Vu l'arrêté viziriel du 21 décembre 1948 (19 safar 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 3 janvier 1928 (10 rejeb 1346) relatif aux heures supplémentaires effectuées par le personnel des administrations centrales du Protectorat ;

Vu l'arrêté viziriel du 24 mai 1948 (14 rejeb 1367) relatif aux indemnités allouées pour travaux supplémentaires aux fonctionnaires et agents des administrations centrales,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Pourront bénéficier des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires, dans les conditions prévues par l'arrêté viziriel du 3 janvier 1928 (10 rejeb 1346), tel qu'il a été modifié par les arrêtés viziriels susvisés, les fonctionnaires et agents des administrations centrales du Protectorat désignés ci-après :

- Sous-directeurs ;
- Chefs de bureau ;
- Sous-chefs de bureau ;

Chefs de section et secrétaires d'administration de classe exceptionnelle et principaux.

ART. 2. — Les taux des indemnités forfaitaires sont fixés dans les limites des crédits inscrits au budget à cet effet par arrêté du secrétaire général du Protectorat pris après avis du directeur des finances.

ART. 3. — Le dernier alinéa de l'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 3 janvier 1928 (10 rejeb 1346) est abrogé.

ART. 4. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1949.

Fait à Rabat, le 8 moharrem 1369 (31 octobre 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 9 novembre 1949.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,*

FRANCIS LACOSTE.

TEXTES PARTICULIERS.

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

Arrêté viziriel du 31 octobre 1949 (8 moharrem 1369) modifiant l'arrêté viziriel du 18 mars 1939 (26 moharrem 1358) formant statut du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 18 mars 1939 (26 moharrem 1358) formant statut du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 16 de l'arrêté viziriel susvisé du 18 mars 1939 (26 moharrem 1358) formant statut du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat est modifié ainsi qu'il suit :

« **Article 16.** — Les fonctionnaires appartenant aux administrations centrales de la métropole, du Gouvernement général de l'Algérie, du Protectorat tunisien ou des gouvernements généraux des colonies ou aux cadres administratifs du département de la Seine, placés dans la position de service détaché auprès du ministère des affaires étrangères pour servir au Maroc »

(La suite sans modification.)

ART. 2. — Le présent arrêté viziriel prendra effet du 1^{er} septembre 1949.

Fait à Rabat, le 8 moharrem 1369 (31 octobre 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 9 novembre 1949.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,*

FRANCIS LACOSTE.

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

Arrêté du directeur des services de sécurité publique du 7 novembre 1949 relatif à l'organisation de l'examen probatoire pour l'admission de certains agents dans le cadre de dames employées et de dames dactylographes de la direction des services de sécurité publique.

LE DIRECTEUR DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE,

Vu le dahir du 5 avril 1945 relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires, et ceux qui l'ont modifié ou complété, et notamment le dahir du 27 octobre 1945 ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 octobre 1931 formant statut du personnel auxiliaire des administrations publiques du Protectorat ;

Vu l'arrêté résidentiel du 10 août 1946 portant organisation du personnel des services actifs de la police générale ;

Vu l'arrêté directorial du 8 juillet 1949 fixant les modalités d'incorporation de certains agents dans le cadre de dames employées et de dames dactylographes de la direction des services de sécurité publique,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un examen probatoire aura lieu le 9 décembre 1949 en vue de la titularisation, au titre de l'année 1948, de certains agents dans le cadre de dames employées et de dames dactylographes de la direction des services de sécurité publique.

ART. 2. — Pourront être autorisées à se présenter à cet examen les dames employées et dames dactylographes auxiliaires et temporaires en fonction à la direction des services de sécurité publique, qui remplissent les conditions fixées par l'arrêté susvisé du 8 juillet 1949, à l'exception de celle d'ancienneté de services énoncée à l'article 2 (paragr. 2^o) de cet arrêté, et qui peuvent se prévaloir des dispositions encore en vigueur de l'article 7 du dahir du 5 avril 1945.

ART. 3. — Les candidates devront adresser, avant le 25 novembre 1949, leur demande à la direction des services de sécurité publique (administration de la police et des affaires générales).

ART. 4. — Cet examen comprendra les épreuves suivantes :

a) Pour le grade de dame dactylographe :

Une dictée (coefficient : 1) ;

Une épreuve de dactylographie (coefficient : 2) ;

b) Pour le grade de dame employée : une dictée.

ART. 5. — Le jury de l'examen, présidé par un sous-directeur, comprendra deux commissaires de police désignés par le directeur des services de sécurité publique.

ART. 6. — Cet examen sera organisé dans les conditions prévues par l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 28 mai 1930 portant règlement sur la police des concours et examens organisés par les services relevant du secrétariat général du Protectorat.

ART. 7. — Les compositions seront notées de 0 à 20. Sera éliminée toute candidate ayant obtenu une note inférieure à 6. Les candidates devront, pour être admises, avoir obtenu pour l'ensemble des épreuves, et compte tenu des coefficients applicables à chacune d'elles, une moyenne au moins égale à 10 sur 20.

ART. 8. — Les nominations dans le cadre mentionné à l'article premier du présent arrêté seront prononcées après avis de la commission de classement prévue à l'article 4 de l'arrêté susvisé du 8 juillet 1949.

Rabat, le 7 novembre 1949.

Pour le directeur
des services de sécurité publique,
Le directeur adjoint,
VARLET.

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

Arrêté du directeur des travaux publics du 18 octobre 1949 portant ouverture d'un examen professionnel pour l'accèsion au grade d'ingénieur adjoint des travaux publics du Maroc.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 relatif au statut du personnel de la direction des travaux publics et, notamment, l'article 12 ;

Vu l'arrêté directorial du 15 juillet 1941 fixant les conditions et le programme de l'examen professionnel pour l'accèsion au grade d'ingénieur adjoint des travaux publics du Maroc et l'arrêté du 27 avril 1948 qui l'a modifié ou complété ;

Vu le dahir du 14 mars 1939 fixant les conditions de l'admission des sujets marocains à concourir pour les emplois des administrations publiques du Protectorat ;

Vu le dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un examen professionnel pour six emplois d'ingénieur adjoint des travaux publics du Maroc, dont trois réservés, sera organisé à Rabat, le 13 février 1950.

ART. 2. — Les trois emplois réservés prévus à l'article premier ci-dessus, sont répartis ainsi qu'il suit :

Deux emplois réservés aux candidats bénéficiaires du dahir susvisé du 11 octobre 1947 ;

Un emploi réservé aux candidats marocains bénéficiaires du dahir susvisé du 14 mars 1939.

ART. 3. — A défaut de candidats admis dans les catégories réservées, les emplois mis en totalité en compétition seront attribués aux candidats classés en rang utile.

ART. 4. — Au vu des résultats de l'examen professionnel et sur la proposition du jury, il pourra être établi une liste d'admission portant sur un nombre de candidats supérieur au nombre des emplois mis à l'examen professionnel sans pouvoir dépasser toutefois le quart de ce dernier nombre. La décision à prendre devra intervenir avant la publication de la liste définitive des candidats reçus.

ART. 5. — Les demandes des candidats devront parvenir à la direction des travaux publics à Rabat, au plus tard le 13 janvier 1950.

Rabat, le 18 octobre 1949.

Pour le directeur des travaux publics
et par intérim,
L'ingénieur des ponts et chaussées,
J^{re} d'ingénieur en chef, directeur adjoint,
JEANDET.

Arrêté du directeur des travaux publics du 18 octobre 1949 portant ouverture d'un concours direct pour l'emploi d'ingénieur adjoint des travaux publics du Maroc.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 relatif au statut du personnel de la direction des travaux publics et, notamment, l'article 12 ;

Vu l'arrêté directorial du 4 juillet 1947 fixant les conditions et le programme du concours direct pour l'emploi d'ingénieur adjoint des travaux publics du Maroc et l'arrêté du 27 avril 1948 qui l'a modifié ou complété ;

Vu le dahir du 14 mars 1939 fixant les conditions de l'admission des sujets marocains à concourir pour les emplois des administrations publiques du Protectorat ;

Vu le dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours direct pour six emplois d'ingénieur adjoint des travaux publics du Maroc, dont quatre emplois réservés, sera organisé à Rabat, le 6 février 1950.

ART. 2. — Les quatre emplois réservés prévus à l'article premier ci-dessus, sont répartis ainsi qu'il suit :

Deux emplois réservés aux candidats bénéficiaires du dahir susvisé du 11 octobre 1947 ;

Deux emplois réservés aux candidats marocains bénéficiaires du dahir susvisé du 14 mars 1939.

ART. 3. — A défaut de candidats admis dans les catégories réservées, les emplois mis en totalité en compétition seront attribués aux candidats classés en rang utile.

ART. 4. — Au vu des résultats du concours et sur la proposition du jury, il pourra être établie une liste d'admission portant sur un nombre de candidats supérieur au nombre des emplois mis au concours sans pouvoir dépasser toutefois le quart de ce dernier nombre. La décision à prendre devra intervenir avant la publication de la liste définitive des candidats reçus.

ART. 5. — Les demandes des candidats devront parvenir à la direction des travaux publics à Rabat, au plus tard le 6 janvier 1950.

Rabat, le 18 octobre 1949.

Pour le directeur des travaux publics
et par intérim,
L'ingénieur des ponts et chaussées,
J^{re} d'ingénieur en chef, directeur adjoint,
JEANDET.

Arrêté du directeur des travaux publics du 18 octobre 1949 portant ouverture d'un concours direct pour l'emploi d'agent technique des travaux publics.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 relatif au statut du personnel de la direction des travaux publics et, notamment, l'article 15, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 7 juillet 1947 ;

Vu l'arrêté directorial du 26 mars 1948 fixant les conditions et le programme du concours direct pour l'emploi d'agent technique des travaux publics ;

Vu le dahir du 14 mars 1939 fixant les conditions de l'admission des sujets marocains à concourir pour les emplois des administrations publiques du Protectorat ;

Vu le dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours direct pour six emplois d'agent technique des travaux publics, dont quatre emplois réservés, sera organisé à Rabat, le 6 mars 1950.

ART. 2. — Les quatre emplois réservés prévus à l'article premier ci-dessus, sont répartis ainsi qu'il suit :

Deux emplois réservés aux candidats bénéficiaires du dahir susvisé du 11 octobre 1947 ;

Deux emplois réservés aux candidats marocains bénéficiaires du dahir susvisé du 14 mars 1939.

ART. 3. — A défaut de candidats admis dans les catégories réservées, les emplois mis en totalité en compétition seront attribués aux candidats classés en rang utile.

ART. 4. — Au vu des résultats du concours et sur la proposition du jury, il pourra être établi une liste d'admission portant sur un nombre de candidats supérieur au nombre des emplois mis au concours sans pouvoir toutefois dépasser le quart de ce dernier nombre. La décision à prendre devra intervenir avant la publication de la liste définitive des candidats reçus.

ART. 5. — Les demandes des candidats devront parvenir à la direction des travaux publics à Rabat, au plus tard le 6 février 1950.

Rabat, le 18 octobre 1949.

Pour le directeur des travaux publics
et par intérim,

L'ingénieur des ponts et chaussées,
ff^{on} d'ingénieur en chef, directeur adjoint,

JEANDET.

Arrêté du directeur des travaux publics du 18 octobre 1949 portant ouverture d'un examen professionnel pour l'emploi d'agent technique des travaux publics.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 relatif au statut du personnel de la direction des travaux publics et, notamment, l'article 15, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 7 juillet 1947 ;

Vu l'arrêté directorial du 30 septembre 1940 fixant les conditions et le programme de l'examen professionnel pour l'emploi d'agent technique des travaux publics et l'arrêté du 27 avril 1948 qui l'a modifié et complété ;

Vu le dahir du 14 mars 1939 fixant les conditions de l'admission des sujets marocains à concourir pour les emplois des administrations publiques du Protectorat ;

Vu le dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un examen professionnel pour six emplois d'agent technique des travaux publics, dont trois emplois réservés, sera organisé à Rabat, le 13 mars 1950.

ART. 2. — Les trois emplois réservés prévus à l'article premier ci-dessus, sont répartis ainsi qu'il suit :

Deux emplois réservés aux candidats bénéficiaires du dahir susvisé du 11 octobre 1947 ;

Un emploi réservé aux candidats marocains bénéficiaires du dahir susvisé du 14 mars 1939.

ART. 3. — A défaut de candidats admis dans les catégories réservées, les emplois mis en totalité en compétition seront attribués aux candidats classés en rang utile.

ART. 4. — Au vu des résultats de l'examen professionnel et sur la proposition du jury, il pourra être établie une liste d'admission portant sur un nombre de candidats supérieur au nombre des emplois mis à l'examen professionnel sans pouvoir dépasser toutefois le quart de ce dernier nombre. La décision à prendre devra intervenir avant la publication de la liste définitive des candidats reçus.

ART. 5. — Les demandes des candidats devront parvenir à la direction des travaux publics à Rabat, au plus tard le 13 février 1950.

Rabat, le 18 octobre 1949.

Pour le directeur des travaux publics
et par intérim,

L'ingénieur des ponts et chaussées,
ff^{on} d'ingénieur en chef, directeur adjoint.

JEANDET.

Arrêté du directeur des travaux publics du 18 octobre 1949 portant ouverture d'un concours pour l'emploi de sous-lieutenant de port.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 relatif au statut du personnel de la direction des travaux publics et, notamment, l'article 16, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 14 juin 1948 ;

Vu l'arrêté directorial du 1^{er} septembre 1948 fixant les conditions, les formes et le programme du concours pour l'accession à l'emploi de sous-lieutenant de port au Maroc ;

Vu le dahir du 14 mars 1939 fixant les conditions de l'admission des sujets marocains à concourir pour les emplois des administrations publiques du Protectorat ;

Vu le dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour sept emplois de sous-lieutenant de port au Maroc, dont trois emplois réservés, sera organisé à Rabat, le 15 mars 1950.

ART. 2. — Les trois emplois réservés prévus à l'article premier ci-dessus, sont répartis ainsi qu'il suit :

Deux emplois réservés aux candidats bénéficiaires du dahir susvisé du 11 octobre 1947 ;

Un emploi réservé aux candidats marocains bénéficiaires du dahir susvisé du 14 mars 1939.

ART. 3. — A défaut de candidats admis dans les catégories réservées, les emplois mis en totalité en compétition seront attribués aux candidats classés en rang utile.

ART. 4. — Les demandes des candidats devront parvenir à la direction des travaux publics à Rabat, au plus tard le 15 février 1949.

Rabat, le 18 octobre 1949.

Pour le directeur des travaux publics
et par intérim,

L'ingénieur des ponts et chaussées,
ff^{on} d'ingénieur en chef, directeur adjoint.

JEANDET.

Arrêté du directeur des travaux publics du 18 octobre 1949 portant ouverture d'un concours direct pour l'emploi de commis stagiaire des travaux publics.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 relatif au statut du personnel de la direction des travaux publics et, notamment, l'article 15, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 7 juillet 1947 ;

Vu l'arrêté directorial du 4 décembre 1948 fixant les conditions et le programme du concours direct pour l'emploi de commis des travaux publics ;

Vu le dahir du 14 mars 1939 fixant les conditions de l'admission des sujets marocains à concourir pour les emplois des administrations publiques du Protectorat ;

Vu le dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours direct pour cinq emplois de commis stagiaire des travaux publics du Maroc, dont trois emplois réservés, sera organisé à Rabat, le 11 avril 1950.

ART. 2. — Les trois emplois réservés prévus à l'article premier ci-dessus, sont répartis ainsi qu'il suit :

Deux emplois réservés aux candidats bénéficiaires du dahir susvisé du 11 octobre 1947 ;

Un emploi réservé aux candidats marocains bénéficiaires du dahir du 14 mars 1939.

ART. 3. — A défaut de candidats admis dans les catégories réservées, les emplois mis en totalité en compétition seront attribués aux candidats classés en rang utile.

ART. 4. — Les demandes des candidats devront parvenir à la direction des travaux publics à Rabat, au plus tard le 10 mars 1950.

Rabat, le 18 octobre 1949.

*Pour le directeur des travaux publics
et par intérim,*

*L'ingénieur des ponts et chaussées,
1^{er} d'ingénieur en chef, directeur adjoint,*

JEANDET.

Arrêté du directeur des travaux publics du 18 octobre 1949 portant ouverture d'un examen professionnel pour l'emploi de conducteur de chantier.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 relatif au statut du personnel de la direction des travaux publics et ceux qui l'ont modifié ou complété et, notamment, l'article 9 de l'arrêté viziriel du 28 janvier 1949 ;

Vu l'arrêté directeur du 7 mai 1948 fixant les conditions et le programme de l'examen professionnel pour l'emploi de chef cantonnier des travaux publics (cadre intégré dans le nouveau cadre de conducteur de chantier par l'arrêté viziriel susvisé) ;

Vu le dahir du 14 mars 1939 fixant les conditions de l'admission des sujets marocains à concourir pour les emplois des administrations publiques du Protectorat ;

Vu le dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un examen professionnel pour trente-trois emplois de conducteur de chantier, dont dix-neuf emplois réservés, sera organisé à Rabat, le 10 mars 1950.

ART. 2. — Les dix-neuf emplois réservés prévus à l'article premier ci-dessus, sont répartis ainsi qu'il suit :

Onze emplois réservés aux candidats bénéficiaires du dahir susvisé du 11 octobre 1947 ;

Huit emplois réservés aux candidats marocains bénéficiaires du dahir susvisé du 14 mars 1939.

ART. 3. — A défaut de candidats admis dans les catégories réservées, les emplois mis en totalité en compétition seront attribués aux candidats classés en rang utile.

ART. 4. — Les demandes des candidats devront parvenir à la direction des travaux publics à Rabat, au plus tard le 10 février 1950.

Rabat, le 18 octobre 1949.

*Pour le directeur des travaux publics
et par intérim,*

*L'ingénieur des ponts et chaussées,
1^{er} d'ingénieur en chef, directeur adjoint,*

JEANDET.

Arrêté du directeur des travaux publics du 26 octobre 1949 fixant les conditions et le programme de l'examen professionnel pour l'accession au grade d'adjoint technique des travaux publics du Maroc.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 relatif au statut du personnel des services de la direction des travaux publics et, notamment, l'article 14 (nouveau),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'examen professionnel pour l'accession au grade d'adjoint technique des travaux publics du Maroc est ouvert toutes les fois que les nécessités du service l'exigent. Un arrêté du directeur des travaux publics, publié au *Bulletin officiel* du Protectorat trois mois à l'avance, fixe la date d'ouverture de l'examen professionnel ainsi que le nombre des places mises en compétition.

Le concours a lieu exclusivement au Maroc.

ART. 2. — Peuvent être admis à subir les épreuves tous les agents, quels que soient leur statut et leur mode de rémunération, qui ont au moins trois ans d'ancienneté dans un service des travaux publics, des travaux régionaux ou des travaux municipaux, et qui se sont signalés par leurs aptitudes professionnelles et leur manière de servir.

Les candidats doivent remettre à leur chef direct une demande adressée au directeur des travaux publics et accompagnée d'un état signalétique et des services militaires.

Le dossier ainsi constitué est transmis au directeur des travaux publics, avec la note signalétique de l'intéressé, ainsi qu'un rapport des ingénieurs du service auquel le candidat est attaché, et l'avis des chefs des services municipaux ou régionaux et du directeur de l'intérieur quand le candidat est attaché aux travaux municipaux ou aux travaux régionaux. Le rapport des chefs hiérarchiques indique si le candidat remplit les conditions exigées par l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 ; il contient, de plus, une appréciation détaillée des aptitudes spéciales et des services rendus dans les bureaux et en service actif, avec cote numérique de 0 à 20.

Les dossiers doivent parvenir à la direction des travaux publics (bureau du personnel) un mois avant la date fixée pour les épreuves.

Les sujets marocains devront, au préalable, être autorisés par le Grand Vizir à faire acte de candidature, et admis par lui à participer au concours au titre des emplois qui leur sont réservés en vertu du dahir du 14 mars 1939 fixant les conditions d'admission des sujets marocains à concourir pour les emplois des administrations publiques du Protectorat, et le régime qui leur sera appliqué dans le classement aux concours et examens.

Le directeur des travaux publics fait connaître aux candidats, par lettres individuelles, s'ils sont ou non admis à prendre part aux épreuves ; il leur indique, en temps utile, le lieu de l'examen.

ART. 3. — Le programme des connaissances exigées et le programme des épreuves auxquelles devront satisfaire les candidats, sont développés dans les tableaux annexés au présent arrêté.

Le programme des épreuves indique la durée de chaque épreuve et le coefficient dont sera affectée la note obtenue à chacune d'elles. Chaque composition ou interrogation est notée de 0 à 20.

ART. 4. — Les épreuves de l'examen professionnel comportent :

- a) Des épreuves écrites en langue française ;
- b) Une épreuve pratique de topographie ;
- c) Une épreuve facultative de langue vivante ;
- d) Une interrogation d'arabe dialectal.

Les épreuves ont lieu exclusivement à Rabat, sous la surveillance d'une commission désignée par le directeur des travaux publics.

A cet effet, les sujets de composition sont adressés à l'avance, sous pli cacheté, au président de la commission de surveillance. Le pli correspondant à chaque composition n'est ouvert qu'au début de la séance, en présence des candidats.

Pendant la durée de chaque composition, les candidats ne doivent pas communiquer entre eux; ils ne doivent apporter aucun livre ni document, à l'exception des tables de logarithmes et des tables pour le tracé des courbes. Ils doivent être munis des crayons, compas, tire-lignes, pinceaux, couleurs, etc., nécessaires pour l'exécution des épreuves. L'usage de la règle à calcul est autorisé.

ART. 5. — Les compositions ou dessins ne doivent porter ni nom, ni signature, ni aucune mention permettant à elle seule d'en reconnaître l'auteur; le candidat inscrit en tête de chacune de ses compositions un signe et un nombre de quatre chiffres, au moins, à son choix, qui restent les mêmes pour toutes les compositions. Il reporte ce signe et ce nombre sur un bulletin qui porte, en outre, ses nom, prénoms et signature. Ce bulletin est remis sous pli cacheté au surveillant de l'épreuve en même temps que la première composition. L'observation des prescriptions qui précèdent entraîne l'élimination du candidat.

Chaque commission de surveillance réunit, sous pli cacheté, les enveloppes contenant les signes distinctifs; elle réunit également sous pli ou sous paquet cacheté, à la fin de chaque séance, les compositions remises par les candidats. Ces plis sont envoyés à la direction des travaux publics, avec un procès-verbal constatant les opérations et, le cas échéant, les incidents auxquels elles ont donné lieu.

ART. 6. — Toutes les opérations de l'examen (choix des sujets, correction des épreuves, interrogations) sont conduites à la diligence d'une commission unique désignée par le directeur des travaux publics.

La commission est présidée par un ingénieur en chef ou un ingénieur des ponts et chaussées. Les membres sont choisis parmi les fonctionnaires de la direction des travaux publics ayant au moins le grade d'ingénieur adjoint.

Le président de la commission de l'examen professionnel peut désigner des correcteurs spéciaux.

Après correction des épreuves, la commission dresse les tableaux de classement et arrête la liste des candidats qui ont obtenu le minimum de points réglementaire et n'ont pas obtenu une note éliminatoire.

ART. 7. — La commission totalise les points des épreuves et y ajoute les bonifications suivantes :

a) *Services rendus* :

2 points par année complète de services rendus à la direction des travaux publics ou aux travaux régionaux, ou aux travaux municipaux du Maroc, à ajouter à la note numérique donnée par le chef de service, sans que le total puisse excéder 40 points;

b) *Langue arabe* :

Les candidats titulaires d'un certificat ou diplôme d'arabe dialectal délivré par l'Institut des hautes études marocaines ou d'un diplôme équivalent seront exemptés de l'interrogation d'arabe et bénéficieront d'une majoration de 28 points qui s'ajoutera au total des notes obtenues aux autres épreuves. S'ils le préfèrent, ils pourront demander à subir l'interrogation et alors, au lieu de la majoration prévue, il leur sera tenu compte de la note obtenue multipliée par le coefficient 2.

Aucun candidat ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu, en y comprenant les majorations pour services rendus et notes en arabe, un total de points au moins égal aux deux tiers du maximum des points pouvant être obtenus aux épreuves, non compris l'épreuve facultative de langue vivante, ou s'il leur a été attribué une note inférieure à 10 pour l'épreuve de dessin au trait avec lavis, ou s'il a obtenu une note inférieure à 6 dans l'une quelconque des autres compositions ou interrogations.

ART. 8. — Le jury procède de la manière suivante pour le classement définitif :

Sur une liste A est inscrit un nombre de candidats égal au nombre des emplois mis en compétition, les candidats étant classés d'après les points qu'ils ont obtenus à quelque catégorie qu'ils appartiennent;

Sur une liste B sont inscrits les noms des candidats reconnus susceptibles de bénéficier des emplois réservés au titre du dahir du 11 octobre 1947, dans la limite des emplois qui leur sont réservés;

Sur une liste C sont inscrits les noms des candidats marocains, dans la limite des emplois à eux réservés au titre du dahir et de l'arrêté résidentiel du 14 mars 1939. Dans le cas où certains de ces candidats pourraient se prévaloir du dahir du 11 octobre 1947, les intéressés sont appelés à remplacer les derniers candidats de cette liste, dans la limite de la proportion réservée applicable à l'emploi considéré et calculée d'après le nombre d'emplois pouvant figurer sur la liste C.

Dans le cas où tous les candidats des listes B et C figureraient sur la liste A, celle-ci devient la liste définitive, chaque candidat conservant son numéro de classement.

Dans le cas contraire, les candidats inscrits sur les listes B et C sont appelés à remplacer les derniers candidats de la liste A, de manière que la liste définitive comprenne, dans les conditions ci-dessus, autant de candidats bénéficiaires des emplois réservés qu'il y a d'emplois réservés. Les bénéficiaires d'emplois réservés au titre du dahir du 11 octobre 1947 sont alors classés entre eux conformément aux dispositions de ce texte.

Si les résultats de l'examen laissent disponible une partie des emplois réservés soit aux anciens combattants et victimes de la guerre, soit aux Marocains, ceux-ci sont attribués aux autres candidats classés en rang utile.

La liste des candidats proposés par la commission de l'examen, arrêtée dans les conditions prévues ci-dessus, est soumise au visa du directeur de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre.

ART. 9. — Le directeur des travaux publics arrête la liste des candidats admis d'après le nombre des places mises en compétition. Il procède aux nominations d'après les vacances d'emplois et suivant l'ordre de classement.

ART. 10. — Les réclamations éventuelles contre les opérations de la commission d'examen sont portées devant le directeur des travaux publics qui statue définitivement.

Aucun candidat ne sera admis à se présenter plus de trois fois après avoir dépassé l'âge de quarante ans.

ART. 11. — Toutes dispositions contraires sont abrogées.

Rabat, le 26 octobre 1949.

GIRARD.

ANNEXE I.

Programme des épreuves.

Les épreuves comprennent :		
	Temps accordés	Coefficient
A. — <i>Épreuves écrites.</i>		
1° Rapport sur une affaire de service ..	2 heures	
Écriture		1
Orthographe		2
Appréciation sur le fond		3
2° Une composition de trigonométrie (application des formules)	1 h. 30	3
3° Une composition sur le programme de pratique des travaux	2 heures	4
4° Dessin au trait avec lavis	6 heures	4
5° Croquis à main levée	1 h. 30	2
6° Avant-métré d'un ouvrage simple	3 heures	
Calculs		3
Présentation		5
7° Lever de plan et nivellement (questions de cours et problèmes usuels) ..	3 heures	3

	Temps accordé	Coefficient
8° Une composition sur la comptabilité, l'organisation des bureaux et les notions élémentaires de droit administratif	2 heures	4
B. — <i>Epreuves pratiques.</i>		
9° Lever de plan au tachéomètre et nivellement	8 heures	6
C. — <i>Epreuve orale.</i>		
10° Interrogation d'arabe dialectal		2
TOTAL des coefficients pour les épreuves obligatoires		38
D. — <i>Epreuve facultative.</i>		
11° Langue vivante : anglais, allemand, espagnol, italien (version sans dictionnaire)	1 heure	2

ANNEXE II.

Programme des matières.

Rapport sur une affaire de service.

Cette épreuve comportera une question simple de service, soit un compte rendu d'exécution de travaux courants, soit sur la recherche d'un passage de route, sur l'amélioration d'un ouvrage d'art simple, sur l'organisation de chantiers, etc.

Elle sert à la fois d'épreuve technique et de composition française.

Trigonométrie rectiligne.

Lignes trigonométriques. Relations entre les lignes trigonométriques d'un arc. Principales formules trigonométriques. Résolution des triangles. Usage des tables de logarithmes et des tables de valeurs naturelles.

Application de la trigonométrie aux diverses questions relatives au lever de plan et au nivellement. Problème du point de carte.

Lever de plan et nivellement.

Usage et description des instruments : chaînes, équerre, graphomètre, vernier, boussole, alidade, planchette, niveau d'eau, niveau à bulle d'air, mire.

Cercle d'alignement, tachéomètre, théodolite.

Mesure des distances sur des terrains praticables et impraticables, entre des points visibles ou invisibles. Réduction à l'horizon des distances mesurées sur les pentes.

Mesure des angles avec sommets visibles, invisibles ou inaccessibles.

Nivellements simples et composés.

Comptabilité et administration.

Comptabilité : carnet d'attachement, sommier, feuille d'attachement, rôle de journées, mémoire, décompte provisoire, décompte définitif, régie comptable, carnet de régisseur.

Règlement de comptabilité (dahir du 9 juin 1917) ; budget du Protectorat ; adjudications et marchés.

Clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs de travaux publics du Maroc (arrêté du 18 juin 1936).

Exécution des travaux, surveillance, relations entre la subdivision et l'entreprise, incidents d'exécution.

Pratique des travaux.

Organisation des chantiers, notions sur le gros matériel mécanique, son emploi et son entretien. Les matériaux de construction et leur emploi. Propriétés et emploi des maçonneries, mortiers, bétons, bois, métaux, etc. Entretien courant des ouvrages d'art, des routes et des bâtiments.

DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES FORÊTS

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 8 octobre 1949 modifiant l'arrêté directorial du 12 novembre 1946 portant réglementation des conditions du concours pour l'emploi de commis d'interprétariat stagiaire du service de la conservation foncière.

Par arrêté directorial du 8 octobre 1949 l'article 6 de l'arrêté directorial du 12 novembre 1946 portant réglementation des conditions du concours pour l'emploi de commis d'interprétariat stagiaire du service de la conservation foncière est modifié ainsi qu'il suit :

- « Article 6. — Le jury du concours comprend :
- « Le chef d'administration, ou son délégué, président ;
 - « Le conservateur général, chef du service de la conservation foncière ;
 - « Un conservateur adjoint ou un contrôleur principal du service de la conservation foncière ;
 - « Un chef de bureau d'interprétariat du service de la conservation foncière ;
 - « Un professeur d'arabe et, éventuellement, un professeur de berbère désignés par le directeur de l'instruction publique. »

OFFICE MAROCAIN DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE.

Arrêté du directeur de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre du 10 novembre 1949 abrogeant et remplaçant l'article 4 de l'arrêté du 22 octobre 1949 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre dans les conseils de discipline et les commissions d'avancement.

Par arrêté directorial du 10 novembre 1949 l'article 4 de l'arrêté du directeur de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre du 22 octobre 1949 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre dans les conseils de discipline et les commissions d'avancement, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

- « Article 4. — La commission de dépouillement des votes sera constituée ainsi qu'il suit :
- « M. Pionnier, chef de bureau, président ;
 - « M. Perrot, commis, membre ;
 - « M. Rigaud, commis, membre. »

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois.

Par arrêté directorial du 4 octobre 1949 modifiant l'article 2 de l'arrêté portant création et transformation d'emplois à la direction des travaux publics pour l'exercice 1949, sont créés dans les différents services de la direction des travaux publics :

A compter du 1^{er} juillet 1949 :

Services centraux.

Service administratif : quatre emplois de secrétaire d'administration, dix emplois de commis, quatre emplois de dactylographe ;
Service technique : un emploi d'adjoint technique.

Travaux publics.

- Un emploi d'ingénieur en chef des ponts et chaussées ;
- Trois emplois d'ingénieur ordinaire des ponts et chaussées ;
- Deux emplois d'ingénieur adjoint des travaux publics ;
- Neuf emplois d'adjoint technique ;
- Trois emplois de chef de bureau d'arrondissement ;
- Quatre emplois de dactylographe ;
- Huit emplois d'employés et agents publics.

Par arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 14 octobre 1949, est créé à la direction du travail et des questions sociales (service central) :

A compter du 1^{er} janvier 1948 :

Un emploi de dactylographe, par transformation d'un emploi d'agent auxiliaire.

Nominations et promotions.

CORPS DU CONTRÔLE CIVIL

Sont promus :

Contrôleurs civils chefs de région, 2^e échelon :

Du 1^{er} juillet 1948 : M. Cousté Jean ;

Du 1^{er} août 1948 : M. Tallec Corentin,
contrôleurs civils chefs de région, 1^{er} échelon ;

Contrôleurs civils chefs de commandement territorial supérieur, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} juillet 1949 : M. Hardy André ;

Du 1^{er} décembre 1949 : MM. Herse Henri et de Mazières Marc,
contrôleurs civils de 1^{re} classe, 2^e échelon ;

Contrôleurs civils de classe exceptionnelle :

Du 1^{er} juillet 1949 : MM. Bussièrre Albert et Ramona René ;

Du 1^{er} août 1949 : M. Huré Maxime ;

Du 1^{er} septembre 1949 : MM. Mignon Léon, Mazoyer Henri,
Paillès Louis et Delafosse Charles ;

Du 1^{er} octobre 1949 : M. Lequeret Maurice ;

Du 1^{er} décembre 1949 : MM. Grapinet Jean, Watin René, Gui-
ramand Maurice et Moïsis Roger,
contrôleurs civils de 1^{re} classe, 2^e échelon ;

Contrôleurs civils de 1^{re} classe, 2^e échelon :

Du 1^{er} février 1949 : MM. Guédon Robert et Petit Jacques ;

Du 1^{er} mars 1949 : MM. Écorcheville Amédée et Fines Jean ;

Du 1^{er} avril 1949 : MM. Darre Jean et Hubert Paul ;

Du 1^{er} septembre 1949 : M. Lefort François ;

Du 1^{er} décembre 1949 : MM. Forichon Robert et Chauvel Germain,
contrôleurs civils de 1^{re} classe, 1^{er} échelon ;

Contrôleur civil de 1^{re} classe, 1^{er} échelon du 1^{er} décembre 1949 :
M. Perrin Maurice-Henri, contrôleur civil de 2^e classe ;

Contrôleurs civils de 2^e classe :

Du 1^{er} octobre 1949 : M. Évin Guy ;

Du 1^{er} décembre 1949 : M. Nouvel Jacques,
contrôleurs civils de 3^e classe ;

Contrôleurs civils de 3^e classe :

Du 1^{er} juillet 1949 : M. Gruner Roger ;

Du 1^{er} octobre 1949 : M. Mathieu de Fossey Didier ;

Du 1^{er} novembre 1949 : M. Fresneau Léon ;

Du 1^{er} décembre 1949 : MM. Berthier Paul et Guillaume Albert,
contrôleurs civils adjoints de 1^{re} classe, 2^e échelon ;

Contrôleurs civils adjoints de 1^{re} classe, 2^e échelon :

Du 1^{er} mars 1948 : M. Chaillous Alain ;

Du 1^{er} janvier 1949 : MM. Henry Paul et Perrin Maurice-Pierre ;

Du 1^{er} n 1949 : M. Lestrade-Carbonnel Georges ;

Du 1^{er} juillet 1949 : M. Guillaume Albert ;

Du 1^{er} août 1949 : M. Teulières André ;

Du 1^{er} octobre 1949 : MM. Barbarin André, Demassieux Jacques,
Yvon Michel et Gaudibert Paul ;

Du 1^{er} novembre 1949 : M. Gallie Georges ;

Du 1^{er} décembre 1949 : M. Vittu de Kerraoul Pierre,
contrôleurs civils adjoints de 1^{re} classe, 1^{er} échelon ;

Contrôleurs civils adjoints de 1^{re} classe, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} juin 1946 : M. Lestrade-Carbonnel Georges ;

Du 1^{er} août 1946 : M. Teulières André ;

Du 1^{er} février 1947 : MM. Tréca Albert et Martin de la Bastide
Henri ;

Du 1^{er} mai 1947 : M. Bauer Paul ;

Du 1^{er} janvier 1948 : M. Lombard Henri ;

Du 1^{er} août 1948 : M. Huguet Henri ;

Du 1^{er} juillet 1949 : MM. Dersy Serge (bonification : 5 mois),
Secrétan Édouard (bonification : 2 mois) et Milcent Louis ;

Du 1^{er} août 1949 : M. Rieu Jean ;

Du 1^{er} décembre 1949 : M. Denis Jean,
contrôleurs civils adjoints de 2^e classe ;

Contrôleurs civils adjoints de 2^e classe :

Du 1^{er} janvier 1949 : M. Bonnefous Marc (bonification : 15 mois) ;

Du 1^{er} juillet 1949 : MM. Dersy Serge (bonification : 37 mois),
Secrétan Édouard (bonification : 34 mois), Morizot Pierre (bonifica-
tion : 17 mois), Manière Henry-Jean (bonification : 7 mois), Chaulet
Bernard (bonification : 4 mois), Sanson Robert (bonification : 2 mois),
et Bucco-Riboulat René (bonification : 2 mois) ;

Du 1^{er} décembre 1949 : M. Friang Étienne,
contrôleurs civils adjoints de 3^e classe, 2^e échelon ;

Contrôleurs civils adjoints de 3^e classe, 2^e échelon :

Du 1^{er} juillet 1949 : M. de Butler Jacques ;

Du 1^{er} août 1949 : M. Boisvieux Roger ;

Du 1^{er} septembre 1949 : M. Léandri Jean ;

Du 1^{er} novembre 1949 : M. Reverdy Paul ;

Du 1^{er} décembre 1949 : M. Legendre Louis,
contrôleurs civils adjoints de 3^e classe, 1^{er} échelon ;

Du 1^{er} juillet 1949 : MM. Delhome Jacques et Lacombe Paul,
adjoints de contrôle principaux de 3^e classe.

Sont reclassés :

Contrôleurs civils adjoints de 1^{re} classe, 1^{er} échelon :

Du 31 mars 1946 : MM. Chaillous Alain (ancienneté du 1^{er} mars
1945) et Henry Paul (ancienneté du 1^{er} janvier 1946) ;

Du 1^{er} décembre 1946 : M. Vittu de Kerraoul Pierre ;

Du 1^{er} janvier 1947 : M. Préfol Pierre ;

Du 1^{er} mai 1947 : M. Brucker Albert ;

Du 1^{er} juin 1947 : MM. Rivaille Yves, Fénéon Jean et Merlié
Maurice ;

Du 1^{er} juillet 1947 : M. Biberson Pierre ;

Du 1^{er} septembre 1947 : MM. Dallier Claude, Cardé Georges et
Campredon Jean-Pierre ;

Du 1^{er} novembre 1947 : M. Barbault Roger ;

Du 1^{er} juin 1948 : M. de Falguerolles Godefroy,
contrôleurs civils adjoints de 1^{re} classe, 1^{er} échelon ;

Contrôleurs civils adjoints de 2^e classe :

Du 1^{er} octobre 1944 : M. Merlié Maurice ;

Du 1^{er} janvier 1945 : MM. Dallier Claude, Cardé Georges et Cam-
predon Jean-Pierre ;

Du 1^{er} mai 1945 : M. Bauer Paul ;

Du 1^{er} décembre 1945 : MM. Rieu Jean et Huguet Henri ;

Du 2^o mars 1946 : MM. Chailloux Alain (ancienneté du 1^{er} mars 1943), Henry Paul (ancienneté du 1^{er} janvier 1944), Lestrade-Carbonnet Georges (ancienneté du 1^{er} juin 1944), Teulière André (ancienneté du 1^{er} août 1944), Tréca Albert (ancienneté du 1^{er} février 1945), Martin de la Bastide Henri (ancienneté du 1^{er} février 1945) et Lombard Henri (ancienneté du 1^{er} janvier 1946) ;

Du 1^{er} mai 1947 : MM. Denis Jean et Maurice Raymond, contrôleurs civils adjoints de 2^e classe.

Sont reclassés :

Contrôleur civil adjoint de 1^{re} classe, 1^{er} échelon du 4 mai 1945 (bonification de 8 mois) et promu contrôleur civil adjoint de 1^{re} classe, 2^e échelon du 1^{er} juin 1948 : M. Bassano Louis, contrôleur civil adjoint de 1^{re} classe, 1^{er} échelon ;

Contrôleur civil adjoint de 2^e classe du 27 août 1945 (bonification de 8 mois) et promu contrôleur civil adjoint de 1^{re} classe, 1^{er} échelon du 1^{er} mai 1948 : M. Guéna Yves, contrôleur civil adjoint de 2^e classe.

(Décrets du président du conseil des ministres du 30 septembre 1949.)

* * *

CABINET CIVIL

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Sont titularisés et nommés :

Sous-agents publics de 2^e catégorie, 3^e échelon du 1^{er} janvier 1948 :

M. Mohamed ben Salem ben Lahsen, menuisier au cabinet civil ; Avec ancienneté du 1^{er} mars 1945 : M. Lachemi ben M'Bark ben Mahjoub, caporal jardinier au cabinet civil ;

Chaouch de 6^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} mai 1946, et chaouch de 5^e classe du 1^{er} mai 1949 : M. Ahmed ben Lhassen ben Bark, chaouch journalier.

(Arrêtés du secrétaire général du Protectorat des 16 et 26 septembre 1949.)

* * *

CABINET DIPLOMATIQUE

Est promu chef chaouch de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 11 mars 1943 : Si Bouazza ben Mohamed, chef chaouch de 2^e classe. (Arrêté directorial du 6 octobre 1949.)

* * *

JUSTICE FRANÇAISE

Sont promus secrétaires-greffiers en chef de classe exceptionnelle :

Du 1^{er} janvier 1948 : MM. Verstraët Georges, Cornu Henri, Défle Auguste, Aubrée Pierre et Bouyssou Pierre, secrétaires-greffiers en chef hors classe (3^e échelon) ;

Du 1^{er} mai 1948 : M. Férandel René, secrétaire-greffier en chef hors classe (2^e échelon).

(Arrêtés du premier président de la cour d'appel du 2 novembre 1949.)

Est placé dans la position de disponibilité à compter du 17 octobre 1949 : M. Bouvié Albert, commis de 3^e classe.

Est promu commis chef de groupe de 4^e classe du 1^{er} octobre 1948 : M. Martinez Félix, commis principal hors classe.

(Arrêtés du premier président de la cour d'appel des 21 octobre et 2 novembre 1949.)

DIRECTION DES AFFAIRES CHÉRIFIENNES.

Sont promus sous-agents publics de 2^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} juillet 1949 : Si Ali ben Larbi et Si Lahoussine ben Miloud ben Mohammed, sous-agents publics de 2^e catégorie, 5^e échelon. (Arrêtés directoriaux du 3 novembre 1949.)

* * *

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR.

Sont nommés dans le cadre particulier des techniciens des plans de villes et des travaux municipaux :

Conducteur hors classe des plantations du 1^{er} novembre 1949 : M. Decombaz Georges ;

Conducteur de travaux de classe exceptionnelle du 1^{er} décembre 1949 : M. Chabot Jules ;

Conducteur de travaux hors classe du 1^{er} décembre 1949 : M. Mahinc Pierre ;

Dessinateur hors classe du 1^{er} décembre 1949 : M. Fouilloux Georges.

(Arrêté directorial du 12 septembre 1949.)

Sont nommés, après concours, commis d'interprétariat stagiaires du 1^{er} juillet 1949 : MM. Abdelkader bel Arbi el Medkouri, Bouayad Abdelhaq, Hadj Abdellatif el Mansouri, Lamrani Moulay el Mekki, Mohamed ben Brahim et Tadlaoui Abdeslam ; du 1^{er} octobre 1949 : M. Bouazza ben Lahcen Oulladi. (Arrêtés directoriaux des 29 octobre et 4 novembre 1949.)

Est admis au bénéfice de la classe exceptionnelle (indice 240) du 1^{er} novembre 1949 : M. Balandier Jules, commis principal de classe exceptionnelle (2^e échelon). (Arrêté directorial du 2 novembre 1949.)

Est promu commis principal de classe exceptionnelle (2^e échelon) du 1^{er} novembre 1949 : M. Maisetti Jean-Baptiste, commis principal de classe exceptionnelle (1^{er} échelon). (Arrêté directorial du 4 novembre 1949.)

M^{me} Cibulka Suzanne, commis principal de classe exceptionnelle (2^e échelon), intégrée dans le cadre des commis des préfectures de la métropole, est rayée des cadres du personnel de la direction de l'intérieur à compter du 1^{er} novembre 1949. (Arrêté directorial du 26 octobre 1949.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Sont titularisés et nommés du 1^{er} janvier 1946 :

Municipalité de Settât :

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 5^e échelon (caporal de chantier) et 6^e échelon du 1^{er} novembre 1948 : Si Ahmed ben Mohamed ben Djillali ;

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 5^e échelon (caporal de chantier), avec ancienneté du 1^{er} novembre 1945, et 6^e échelon du 1^{er} juillet 1948 : Si Kabbour ben Allal ben Fatmi ;

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 4^e échelon (caporal de chantier), avec ancienneté du 1^{er} septembre 1943, 5^e échelon du 1^{er} mai 1946 et 6^e échelon du 1^{er} janvier 1949 : Si Mohamed ben M'Hamed ben Rekta Ziraoui ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon (manœuvre non spécialisé) et 6^e échelon du 1^{er} novembre 1948 : Si Mohamed ben Brick ben Hadj Brahim Demnati ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon (manœuvre spécialisé), avec ancienneté du 1^{er} novembre 1945, et 6^e échelon du 1^{er} juillet 1948 : Si Bouazza ben Kebir ben Abdeslam Laroussi ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon (conducteur de véhicule hippomobile), avec ancienneté du 1^{er} mars 1945, et 5^e échelon du 1^{er} septembre 1948 : Si Moulay Ali ben Saïd ben Lamine ;

Municipalité de Casablanca :

Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon (manœuvre spécialisé), avec ancienneté du 1^{er} septembre 1944, et 6^e échelon du 1^{er} novembre 1947 : Si Abderrahmane ben Mohamed ben Abderrahmane ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon (manœuvre spécialisé), avec ancienneté du 1^{er} novembre 1945, et 7^e échelon du 1^{er} juillet 1948 : Si Abdelouahad ben Mohamed ben Ahmed ;

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 5^e échelon (chauffeur de chaudière à vapeur), avec ancienneté du 1^{er} septembre 1944, et 6^e échelon du 1^{er} novembre 1947 : Si Allal ben Abdelmalek ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon (manœuvre spécialisé), avec ancienneté du 1^{er} juillet 1942, 5^e échelon du 1^{er} mars 1946 et 6^e échelon du 1^{er} novembre 1949 : Si el Arbi ben M'Barek ben Bachir ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon (manœuvre non spécialisé) et 5^e échelon du 4^{er} juillet 1949 : Si Thami ben Mohamed ben M'Barck ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon (porte-mire), avec ancienneté du 1^{er} décembre 1944, et 6^e échelon du 1^{er} juillet 1947 : Si Larbi ben Mohamed ben Ahmed ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon (manœuvre spécialisé), avec ancienneté du 1^{er} mai 1945, et 6^e échelon du 1^{er} septembre 1948 : Si Mahjoub ben Habib ben el Hachemi ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon (porte-mire), avec ancienneté du 1^{er} novembre 1945, et 7^e échelon du 1^{er} juillet 1948 : Si Zouine ben el Arbi ben M'Hammed ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon (manœuvre spécialisé), avec ancienneté du 1^{er} septembre 1944, et 6^e échelon du 1^{er} novembre 1947 : Si Ali ben M'Barck ben Houmad ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon (manœuvre spécialisé), avec ancienneté du 1^{er} novembre 1945, et 7^e échelon du 1^{er} juillet 1948 : Si Belaïd ben Mohamed ben Hamou ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon (manœuvre non spécialisé) et 5^e échelon du 1^{er} mars 1949 : Si Ali ben Saïd ben Abderrahmane ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon (manœuvre spécialisé), avec ancienneté du 1^{er} septembre 1945, et 6^e échelon du 1^{er} novembre 1948 : Si Hadjaj ben Ahmed ben X. « Bahi » ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon (conducteur de véhicule hippomobile), avec ancienneté du 1^{er} juillet 1943, et 5^e échelon du 1^{er} novembre 1946 : Si Bihi ben Hassan ben Hadj ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon (manœuvre spécialisé), avec ancienneté du 1^{er} septembre 1944, et 6^e échelon du 1^{er} novembre 1947 : Si Mohamed ben Belaïd ben Brahim ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon (manœuvre non spécialisé) et 5^e échelon du 1^{er} mars 1949 : Si el Thami ben Brahim ben M'Hammed ;

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 5^e échelon (caporal de chantier), avec ancienneté du 1^{er} juin 1945, et 6^e échelon du 1^{er} août 1948 : Si Miloud ben Miloud ben Mohamed ;

Municipalité de Mazagan :

Sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon (moqaddem), avec ancienneté du 1^{er} juin 1943, 5^e échelon du 1^{er} août 1946 et 6^e échelon du 1^{er} octobre 1949 : Si Mehdi ben Saïd ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon (moqaddem), avec ancienneté du 1^{er} juin 1943, 5^e échelon du 1^{er} août 1946 et 6^e échelon du 1^{er} octobre 1949 : Si Abdallah Gharbaoui.

Sont titularisés et nommés du 1^{er} janvier 1945 :

Municipalité de Casablanca :

Sous-agent public de 2^e catégorie, 7^e échelon (manœuvre spécialisé), avec ancienneté du 1^{er} janvier 1944, 8^e échelon du

1^{er} janvier 1947 et 9^e échelon du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1947 (bonification pour services militaires : 2 ans 3 mois) : Si Ahmed ben Mohamed ben Bouchaïb ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon (conducteur de véhicule hippomobile), avec ancienneté du 1^{er} septembre 1943, et 6^e échelon du 1^{er} novembre 1946 : Si Mohamed ben Miloudi ben Mohamed ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon (conducteur de véhicule hippomobile), avec ancienneté du 1^{er} mai 1943, 7^e échelon du 1^{er} janvier 1946 et 8^e échelon du 1^{er} septembre 1948 : Si Lyazid ben Mohamed ben Lahsen ;

Municipalité de Mazagan :

Sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon (gardien), avec ancienneté du 10 juin 1942, 6^e échelon du 1^{er} juillet 1945 et 7^e échelon du 1^{er} juillet 1948 : Si Mohamed ben Larbi.

(Arrêtés directoriaux du 8 novembre 1949.)

* * *

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.

Sont titularisés et reclassés du 1^{er} septembre 1949 :

Gardien de prison de 1^{re} classe, avec ancienneté du 8 avril 1949 (bonification pour services militaires : 52 mois 23 jours) : M. M'Barck ben Abdelkader ;

Gardien de prison de 2^e classe, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1948 (bonification pour services militaires : 36 mois) : M. Mohamed ben Ali ben Ahmed ;

Gardien de prison de 3^e classe, avec ancienneté du 6 juin 1948 (bonification pour services militaires : 14 mois 25 jours) : M. Bihi ben Mohamed ;

Gardien de prison de 3^e classe, avec ancienneté du 28 décembre 1948 (bonification pour services militaires : 8 mois 3 jours) : M. El Kehir ben Smaïn ;

Gardien de prison de 3^e classe, avec ancienneté du 8 novembre 1948 (bonification pour services militaires : 9 mois 23 jours) : M. El Aroussi ben Thami ;

Gardien de prison de 3^e classe, avec ancienneté du 28 novembre 1948 (bonification pour services militaires : 9 mois 23 jours) : M. El Arbi ben el Arbi ;

Gardien de prison de 3^e classe, avec ancienneté du 8 novembre 1948 (bonification pour services militaires : 9 mois 24 jours) : M. Sliman ben Ahmed.

(Arrêtés directoriaux du 7 octobre 1949.)

Sont nommés du 1^{er} novembre 1949 :

Gardien de prison hors classe : M. Mohamed ben Ali Zehari, gardien de prison de 1^{re} classe ;

Gardien de prison de 1^{re} classe : M. Abdesselam ben Mohamed, gardien de prison de 2^e classe ;

Gardien-chef de prison de 2^e classe : M. Mohamed ben Hamou, chef gardien de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 15 octobre 1949.)

Est nommé et reclassé gardien de 3^e classe du 1^{er} septembre 1949, avec ancienneté du 8 novembre 1948 : M. Larbi ben Ahmed (bonification pour services militaires : 9 mois 23 jours).

Est nommé gardien de prison stagiaire du 1^{er} juillet 1949 : M. Ahmed ben Bouchta, gardien de prison temporaire.

Sont nommés du 1^{er} décembre 1949 :

Surveillant spécialisé de 1^{re} classe : M. Clément Vincent, surveillant spécialisé de 2^e classe ;

Premier surveillant de 1^{re} classe : M. Valéry Joseph, premier surveillant de 2^e classe ;

Surveillant de prison de 1^{re} classe : M. Petitjean Pierre, surveillant de prison de 2^e classe ;

Surveillant de prison de 2^e classe : M. Vessigault Lucien, surveillant de prison de 3^e classe ;

Surveillant de prison de 3^e classe : M. Ciry Louis, surveillant de prison de 4^e classe ;

Gardiens de prison hors classe : MM. Ahmed ben Ahmed ben Mohamed et Thani ben Mohamed ben Birouk, gardiens de 1^{re} classe ;

Gardien de prison de 1^{re} classe : M. Sellam ben Allal bel Hadj Kacem, gardien de prison de 2^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 26 octobre 1949.)

* * *

DIRECTION DES FINANCES.

Est reclassé, en exécution d'une décision du Conseil d'État en date du 3 décembre 1948 : *contrôleur de 1^{re} classe* du 1^{er} février 1945, avec ancienneté du 1^{er} mai 1940, *contrôleur principal de 2^e classe (1^{er} échelon)* à la même date, avec ancienneté du 1^{er} juin 1943, *contrôleur principal de 2^e classe (2^e échelon)* du 1^{er} juin 1945, *inspecteur de 1^{re} classe (1^{er} échelon)* du 1^{er} juillet 1946, avec ancienneté du 1^{er} juin 1945, et *inspecteur de 1^{re} classe (2^e échelon)* du 1^{er} juin 1947 : M. Trébuchet Louis, inspecteur principal de 2^e classe des domaines. (Arrêté directorial du 12 octobre 1949.)

Sont reclassés dans le personnel du service de l'enregistrement et du timbre :

Commis de 1^{re} classe du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 25 décembre 1946 : M. Murcia Jean-Louis, *commis de 3^e classe* du 1^{er} août 1949 (bonifications pour services auxiliaires : 14 mois 24 jours, et pour services militaires : 76 mois 12 jours) ;

Commis de 3^e classe du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 29 juin 1946 : M. Giannettini Fabien, *commis de 3^e classe* du 1^{er} août 1949 (bonifications pour services auxiliaires : 10 mois, et pour services militaires : 27 mois 2 jours) ;

Commis de 3^e classe du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 7 août 1947 : M. Pouchain Germain, *commis de 3^e classe* du 1^{er} août 1949 (bonifications pour services auxiliaires : 7 mois, et pour services militaires : 16 mois 24 jours).

(Arrêtés directoriaux du 24 octobre 1949.)

Sont nommés :

Préposés-chefs de 7^e classe des douanes du 1^{er} juin 1949 : MM. Metzger André et Pietravallo Lucien ;

Gardien de 5^e classe des douanes du 1^{er} septembre 1949 : M. Hassan ben Brahim ben Haj Abderrahman, m^{le} 878.

(Arrêtés directoriaux des 27 et 28 octobre 1949.)

Sont promus :

Brigadiers-chefs de 1^{re} classe des douanes du 1^{er} octobre 1949 : MM. Tinguay Marcel et Lauze Olivier, brigadiers-chefs de 2^e classe ;

Brigadier de 1^{re} classe des douanes du 1^{er} décembre 1949 : M. Royo Georges, brigadier de 2^e classe ;

Préposés-chefs hors classe des douanes :

Du 1^{er} octobre 1949 : M. Ottini François ;

Du 1^{er} novembre 1949 : M. Roux Félicien, préposés-chefs de 1^{re} classe ;

Préposés-chefs de 1^{re} classe des douanes :

Du 1^{er} octobre 1949 : M. Battesti Dominique ;

Du 1^{er} novembre 1949 : M. Dupraz Georges, préposés-chefs de 2^e classe ;

Préposés-chefs de 3^e classe des douanes :

Du 1^{er} octobre 1949 : M. Tomasini Pierre ;

Du 1^{er} novembre 1949 : M. Biscay Jean-François, préposés-chefs de 4^e classe ;

Préposé-chef de 5^e classe des douanes du 1^{er} octobre 1949 : M. Bertomeu Sauveur, préposé-chef de 6^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 21 septembre, 27 et 28 octobre 1949.)

Sont reclassés :

Préposés-chefs de 5^e classe des douanes :

Du 1^{er} mars 1948, avec ancienneté du 10 septembre 1947 (bonification pour services militaires : 53 mois 21 jours) : M. Le Bourhis Benoît ;

Du 1^{er} juin 1948 :

Avec ancienneté du 28 décembre 1946 (bonification pour services militaires : 65 mois 3 jours) : M. Genestier René ;

Avec ancienneté du 26 septembre 1946 (bonification pour services militaires : 68 mois 5 jours) : M. Santorelli Michel,

préposés-chefs de 7^e classe ;

Matelot-chef de 5^e classe des douanes du 1^{er} mai 1948, avec ancienneté du 2 février 1947 (bonification pour services militaires : 62 mois 29 jours) : M. Grivolos Pierre, matelot-chef de 7^e classe ;

Préposés-chefs de 6^e classe des douanes :

Du 1^{er} mai 1948 :

Avec ancienneté du 1^{er} avril 1948 (bonification pour services militaires : 25 mois) : M. Hanon René ;

Avec ancienneté du 23 décembre 1946 (bonification pour services militaires : 40 mois 8 jours) : M. Bruyère Auguste ;

Avec ancienneté du 8 mars 1948 (bonification pour services militaires : 25 mois 23 jours) : M. Roussel Georges ;

Du 1^{er} juin 1948, avec ancienneté du 3 juillet 1946 (bonification pour services militaires : 46 mois 28 jours) : M. Lagors Joseph,

préposés-chefs de 7^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 28 octobre 1949.)

Sont confirmés dans leur emploi de *préposé-chef des douanes* :

Du 1^{er} septembre 1949 : MM. Facundo Robert, Gallérot Maurice, Lopez Pierre, Di Nardi Marcel, Eynard Jean et Marant Théodore ;

Du 1^{er} octobre 1949 : M. Aymé Max,

préposés-chefs de 7^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 1^{er}, 8 et 16 septembre 1949.)

M. Pietravallo Lucien, préposé-chef de 7^e classe des douanes, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres du 16 juin 1949 ;

M. Decouzon Robert, préposé-chef de 7^e classe des douanes, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres du 1^{er} octobre 1949.

(Arrêtés directoriaux des 20 juin et 15 septembre 1949.)

M. Hassan ben Abdelouahed Bennis, m^{le} 228, sous-chef gardien de 4^e classe des douanes, révoqué de ses fonctions, est rayé des cadres du 15 septembre 1949. (Arrêté directorial du 7 octobre 1949.)

Est nommé *commis de 3^e classe des impôts directs* du 1^{er} août 1949, reclassé en cette qualité du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 15 avril 1942 (bonification pour services militaires : 87 mois 16 jours), et promu *commis de 2^e classe* du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 15 octobre 1944, et *commis de 1^{re} classe* du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 15 avril 1947 : M. Morel Francis, commis stagiaire.

Est nommé *commis de 3^e classe des impôts directs* du 2 mai 1949, reclassé en cette qualité, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, du 1^{er} avril 1949, avec ancienneté du 3 mai 1947 (bonification pour services militaires : 10 mois 16 jours) : M. Astoul Pierre, commis stagiaire.

(Arrêtés directoriaux des 31 octobre et 23 juillet 1949.)

Sont nommés dans l'administration des douanes et impôts indirects :

Inspecteurs de 2^e classe :

Du 9 décembre 1948, avec ancienneté du 1^{er} mai 1948 : M. Pouly Léon ;

Du 31 décembre 1948, avec ancienneté du 1^{er} juin 1946 : M. Labourier Georges, inspecteurs de 3^e classe des douanes métropolitaines ;

Inspecteurs adjoints de 2^e classe :

Du 9 décembre 1948, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1948 : M. Rivaux Émile ;

Du 18 décembre 1948, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1948 : M. Goubert Jean-Pierre, inspecteurs adjoints de 2^e classe des douanes métropolitaines ;

Inspecteurs adjoints de 3^e classe :

Du 25 octobre 1948, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1947 : M. Brégaït Guy ;

Du 3 février 1949, avec ancienneté du 1^{er} mars 1947 : M. Abadie Jules, inspecteurs adjoints de 3^e classe des douanes métropolitaines ;

Commis de 3^e classe :

Du 1^{er} août 1949 : M. Castanet André ;

Du 1^{er} septembre 1949 : M. Permingeat Edgar, commis stagiaires ;

Chef de section de 2^e classe du 1^{er} janvier 1948 : M. Ferouani Mohamed, fqih de 1^{re} classe.

Est promu *contrôleur principal de 1^{re} classe* du 1^{er} novembre 1949 : M. Fancelli Roland, contrôleur principal de 2^e classe (cadre en voie d'extinction non intégré).

Sont reclassés, en application des dahirs des 27 décembre 1934 et 5 avril 1945 :

Commis de 1^{re} classe du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 19 mai 1946, et *commis principal de 3^e classe* du 1^{er} décembre 1948 (bonifications de 8 ans 2 mois 12 jours pour services militaires et auxiliaires) : M. de Colbert-Turgis Henri, commis de 3^e classe ;

Commis de 2^e classe du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 16 décembre 1946, et *commis de 1^{re} classe* du 1^{er} décembre 1949 (bonifications de 5 ans 1 mois 15 jours pour services militaires et auxiliaires) : M. Lantheaume Louis, commis de 3^e classe ;

Commis de 2^e classe du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 2 avril 1947 (bonifications de 4 ans 9 mois 29 jours pour services militaires et auxiliaires) : M. Bartoli François, commis de 3^e classe ;

Commis de 3^e classe du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 18 avril 1946 (bonifications de 3 ans 3 mois 13 jours pour services militaires et auxiliaires) : M. Ducarre Marcel, commis de 3^e classe.

Sont reclassés dans l'administration des douanes et impôts indirects, en application du dahir du 27 décembre 1934 :

Commis de 2^e classe du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 18 mars 1946, et *commis de 1^{re} classe* du 1^{er} octobre 1948 (bonification de 5 ans 10 mois 13 jours pour services militaires) : M. Coultelle Louis, commis de 3^e classe ;

Commis de 2^e classe du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 9 février 1947 (bonification de 4 ans 11 mois 22 jours pour services militaires) : M. Dhers Paul, commis de 3^e classe ;

Commis de 3^e classe du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 27 octobre 1946, et *commis de 2^e classe* du 1^{er} mai 1949 (bonification de 2 ans 9 mois 4 jours pour services militaires) : M. Blaya Martin, commis de 3^e classe ;

Commis de 3^e classe du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 14 janvier 1948 (bonification de 1 an 6 mois 17 jours pour services militaires) : M. Oyhénart Jacques, commis de 3^e classe ;

Commis de 3^e classe du 20 décembre 1948, avec ancienneté du 13 juin 1948 (bonification de 1 an 1 mois 18 jours pour services militaires) : M. Giorgi Paul, commis de 3^e classe.

Est promu *inspecteur de 1^{re} classe (2^e échelon)* du 1^{er} novembre 1949 : M. Le Boulluc Louis, inspecteur de 1^{re} classe (1^{er} échelon).

Est révoqué de ses fonctions et rayé des cadres de l'administration des douanes et impôts indirects du 15 septembre 1949 : Si Abdeslam Bénani Smirs, fqih de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 7, 27 et 28 octobre 1949.)

Est promu *commis-interprète principal de classe exceptionnelle (2^e échelon)* du 1^{er} juillet 1949 : M. Mohamed ben Hacène ben el Hadj Korati, commis-interprète principal de classe exceptionnelle (1^{er} échelon) des domaines. (Arrêté directorial du 26 octobre 1949.)

Est promu *contrôleur principal de comptabilité de 1^{re} classe* du 1^{er} novembre 1949 : M. Renier René, contrôleur principal de comptabilité de 2^e classe.

Sont intégrées dans le cadre des commis, en application de l'arrêté viziriel du 30 juillet 1947 et de la circulaire n° 27 S.P. du 6 août 1947, du 1^{er} janvier 1949 en qualité de :

Commis principal de classe exceptionnelle (1^{er} échelon), avec ancienneté du 1^{er} décembre 1946 : M^{me} Sylvestre Solange, dame employée hors classe (2^e échelon) ;

Commis principaux de 1^{re} classe :

Avec ancienneté du 1^{er} février 1948 : M^{me} Darrowy Marie, née Gauthier ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1948 : M^{me} Lanfranchi Angéline, dames employées de 2^e classe.

(Décisions et arrêtés directoriaux des 26 juin et 18 août 1949.)

* * *

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

Sont intégrés dans le cadre des employés et agents publics, par application de l'arrêté viziriel du 11 août 1948, et nommés du 1^{er} janvier 1949, les agents de la Régie des ports marocains désignés ci-après :

Employé public de 2^e catégorie, 7^e échelon (comptable), avec ancienneté du 9 mai 1946 : M. Curot Charles, 1^{er} comptable ;

Agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon (mécanicien d'engin flottant), avec ancienneté du 7 février 1948 : M. Soler Diégo, mécanicien de drague ;

Agent public de 3^e catégorie, 9^e échelon (menuisier), avec ancienneté du 3 septembre 1947 : M. Camps Jules, menuisier ;

Agent public de 3^e catégorie, 2^e échelon (menuisier), avec ancienneté du 4 février 1948 : M. Martin François, menuisier.

(Arrêtés directoriaux des 5 juillet, 22 et 26 août 1949.)

Est nommée *commis de 2^e classe* du 1^{er} août 1949 : M^{me} Chabanon Jeanine, commis de 3^e classe. (Arrêté directorial du 31 octobre 1949.)

Est intégré dans le cadre des employés et agents publics, en application de l'arrêté viziriel du 11 août 1948, et nommé *employé public de 3^e catégorie, 5^e échelon (employé de bureau)* du 1^{er} janvier 1949, avec ancienneté du 18 janvier 1947 : M. Fabre Ernest, employé de bureau à la Régie des ports marocains à Rabat. (Arrêté directorial du 29 juin 1949.)

DIRECTION DE L'AG CULTURE, DU COMMERCE ET DES FORÊTS

Est élevé à l'échelon de 431.000 francs à compter du 1^{er} octobre 1949 : M. Martin Pierre, inspecteur des contributions indirectes en service détaché, au traitement de base de 138.000 francs depuis le 1^{er} juillet 1947. (Arrêté directeur du 22 septembre 1949 pris en application de l'art. 5 de l'arrêté viziriel particulier du 21 août 1947, modifié le 21 février 1949.)

M. Pobelle André, contrôleur principal de l'O.C.C.E. de 4^e classe, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres du 1^{er} août 1949. (Arrêté directeur du 14 septembre 1949.)

Sont titularisés et reclassés *infirmiers-vétérinaires de 4^e classe* du 1^{er} octobre 1948, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1947 : Si Abderahman ben Breck, Si Mohamed ben Miliani, Si Lahoucine ben Brahim, Si Mohamed ben Kacem, Si Bouraki ben Hadj Mohamed, Si Larbi ben Ahmed, palefreniers de 4^e classe stagiaires.

Sont licenciés de leur emploi du 16 novembre 1949 : Si ben Attia ben Mohamed, Si Mohamed ben Hadj, Si Smaïn ben Azzouz, Si Mohamed ben Mahjoub, Si Mohamed ben Abbès, Si Larbi ben Bouchaïb, palefreniers de 4^e classe stagiaires.

(Arrêtés directoriaux des 24 et 26 octobre 1949.)

Est nommé *infirmier-vétérinaire de 4^e classe* du 1^{er} novembre 1949 : Si Bouazza ben Mohamed ben Akka, infirmier-vétérinaire journalier. Il effectuera dans cette classe un stage d'un an. (Arrêté directeur du 5 octobre 1949.)

Est nommé *commis principal de 2^e classe* du 1^{er} juillet 1949 : M. Bodet Eugène, commis principal de 3^e classe. (Arrêté directeur du 22 juin 1949.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Ingénieur des travaux ruraux de 4^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 28 juin 1947 : M. Tivital Jean, conducteur auxiliaire des travaux ruraux ;

Commis principal de 2^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 26 mai 1947 : M. Cardi Pierre, agent journalier ;

Agent public de 3^e catégorie, 9^e échelon du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 19 mars 1942 : M. Granger Léon, agent journalier ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1945 : Si Bachir ben Mohamed ben Kaddour, agent journalier.

(Arrêtés directoriaux des 2 août et 15 septembre 1949.)

Par modification à l'arrêté du 6 octobre 1948, M. Bouffard Jacques est titularisé et nommé *employé public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon* du 1^{er} janvier 1947. Son ancienneté pour l'avancement au 2^e échelon comptera du 22 août 1949.

Par modification à l'arrêté du 6 octobre 1948, M. Eiche Joseph est titularisé et nommé *employé public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon* du 21 octobre 1947. Son ancienneté pour l'avancement au 2^e échelon comptera du 30 novembre 1947.

Par modification à l'arrêté du 18 août 1948, M. Spanu Sauveur est titularisé et nommé *employé public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon* du 1^{er} novembre 1947, avec ancienneté du 11 février 1947.

(Arrêtés directoriaux du 19 octobre 1947.)

Par modification à l'arrêté du 6 octobre 1948, M. Augé Guy est titularisé et nommé *employé public de 3^e catégorie, 1^{er} échelon* du 1^{er} janvier 1947. Son ancienneté pour l'avancement au 2^e échelon comptera du 22 avril 1949.

Par modification à l'arrêté du 6 octobre 1948, M. Vidal André est titularisé et nommé *employé public de 3^e catégorie, 1^{er} échelon* du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 11 février 1945.

Par modification à l'arrêté du 6 octobre 1948, M. Dabat André est titularisé et nommé *employé public de 3^e catégorie, 1^{er} échelon* du 1^{er} janvier 1947. Son ancienneté pour l'avancement au 2^e échelon comptera du 26 janvier 1948.

(Arrêtés directoriaux du 9 septembre 1949.)

Rectificatif au Bulletin officiel n° 1931, du 28 octobre 1949, page 1365, 1^{re} colonne.

Au lieu de :

« Sont promus :

« *Agents publics de 2^e catégorie, 5^e échelon* du 1^{er} octobre 1949 : M. Couraud Jean, et du 1^{er} novembre 1949 : M. Vicente Pierre, agents publics de 2^e catégorie, 6^e échelon ;

« *Agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon* du 1^{er} décembre 1949 : M. Soulié Antoine, agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon ;

« *Agent public de 1^{re} catégorie, 5^e échelon* du 1^{er} décembre 1949 : M. Prunera François, agent public de 1^{re} catégorie, 6^e échelon.

« (Arrêtés directoriaux du 20 septembre 1949) » ;

Lire :

« Sont promus :

« *Agents publics de 2^e catégorie, 6^e échelon* du 1^{er} octobre 1949 : M. Couraud Jean, et du 1^{er} novembre 1949 : M. Vicente Pierre, agents publics de 2^e catégorie, 5^e échelon ;

« *Agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon* du 1^{er} décembre 1949 : M. Soulié Antoine, agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon ;

« *Agent public de 1^{re} catégorie, 6^e échelon* du 1^{er} décembre 1949 : M. Prunera François, agent public de 1^{re} catégorie, 5^e échelon.

« (Arrêtés directoriaux du 20 septembre 1949.) »

* * *

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Sont nommés du 1^{er} octobre 1949 :

Professeurs licenciés de 6^e classe (cadre normal) :

Avec 2 ans d'ancienneté : M. Bouladou Gérard ;

Avec 2 ans 9 jours d'ancienneté : M. Goberj René, professeurs auxiliaires de 6^e classe ;

Institutrice de 2^e classe, avec 1 an 9 mois d'ancienneté : M^{me} Bouton, née Charpentier Marguerite, institutrice des cadres métropolitains ;

Instituteur et institutrice de 5^e classe :

Avec 1 an 9 mois d'ancienneté : M. Le Berre Roger, instituteur des cadres métropolitains ;

Avec 3 ans 11 mois 12 jours d'ancienneté : M^{lle} Duval Anne-Marie, économiste de 5^e classe des cadres métropolitains ;

Instituteurs et institutrice stagiaires : MM. Antona René et Rives Jean ; M^{me} Chièze, née Cols Suzanne, instituteurs et institutrice auxiliaires intérimaires ;

Institutrices et instituteurs stagiaires du cadre particulier : M^{me} Michel, née Bailly Micheline, et Rose, née Chapin Aimée ; M^{lle} Delque Denise ; MM. Benseddik Hachemi, Piquemal Georges, Talob Mohammed, Long Georges et Rabazzani Pierre, institutrices et instituteurs adjoints auxiliaires ;

Maîtres de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) : M. Baudrit René ;

Mouderr's stagiaires des écoles primaires : MM. Seddik Rouda, Ahmed ben Mohamed el Ghiali, Talha Ahmed ben Abderrahmane, Rahal ben Abdelkebir, Abdelmalek ben M'Hamed Chbani, Regragui Abdelaziz, Mustapha bel Fqih el Abbadi, Ahmed ben Achir Sefiani, Mohammed bel Hadj Salmi, Abdelfadil Lahlou, Mohammed ben Ahmed Chamaou, Mohammed ben Hossein Soussi, Moham-

med ben Abderrahmane Tsouli, Hassein ben Mohammed el Ghiali, El Ghazi Cheikh M'Hammed, Mohammed ben Abdesselem el Azouzi, Ali ben Lamine, Mohammed ben Mohammed Tahouit, Mohammed ben Bouazza Bidaoui, Mohammed ben Bouchaib Zemmouri, Cherkaoui Mohamed ben-Driss, Omar ben Omar el Maati et Ben Amar Hassane Nejjar.

(Arrêtés directoriaux des 9, 11, 15, 19, 21 juillet, 13, 14, 21, 23, 24, 27, 30 septembre, 6, 7, 20 et 25 octobre 1949.)

Est rangé instituteur de 5^e classe du cadre particulier du 1^{er} octobre 1949, avec 4 mois 7 jours d'ancienneté : M. Hammou Moussa, instituteur de 5^e classe. (Arrêté directorial du 18 octobre 1949.)

Est rangé professeur adjoint de l'enseignement technique de 1^{re} classe (cadre normal) du 1^{er} octobre 1949, avec 3 ans 9 mois d'ancienneté : M. Dejouhanet Lucien. (Arrêté directorial du 22 octobre 1949 modifiant l'arrêté directorial du 23 septembre 1948.)

Est déléguée et rangée surveillante générale de 5^e classe (cadre unique, 2^e ordre) du 1^{er} octobre 1949, avec 10 mois d'ancienneté : M^{me} Casanova Barberine, répétitrice surveillante de 5^e classe. (Arrêté directorial du 20 octobre 1949.)

Est confirmé dans ses fonctions, à compter du 1^{er} octobre 1949, M. Dangy Joannes, professeur technique adjoint. (Arrêté directorial du 25 octobre 1949 modifiant l'arrêté directorial du 1^{er} septembre 1949.)

Sont reclassés et promus :

Institutrice de 5^e classe du 1^{er} janvier 1932, avec 1 an 11 mois 22 jours d'ancienneté, institutrice de 4^e classe du 9 janvier 1934, institutrice de 3^e classe du 9 janvier 1938, institutrice de 2^e classe du 9 janvier 1942, institutrice de 1^{re} classe du 1^{er} novembre 1945 et rangée institutrice de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1947, avec 11 mois d'ancienneté : M^{me} Chaput Élise, institutrice de 1^{re} classe (bonification pour services auxiliaires : 11 mois 22 jours) ;

Maitresse de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1946, avec 5 ans 6 mois 4 jours d'ancienneté, maitresse de travaux manuels de 5^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1946, avec 2 ans 6 mois 4 jours d'ancienneté, et déléguée professeur technique adjoint de 5^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} mai 1948, avec 4 ans 1 mois 4 jours d'ancienneté : M^{me} Couderc Paulette (bonification pour services auxiliaires : 3 ans 6 mois 4 jours) ;

Maitresse de travaux manuels de 4^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1946, avec 3 ans d'ancienneté, et maitresse de travaux manuels de 3^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1946 : M^{me} Aberi Jeanne, maitresse de travaux manuels de 3^e classe (bonification pour services auxiliaires : 2 ans) ;

Maitresse de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1946, avec 3 ans 9 mois 22 jours d'ancienneté, et maitresse de travaux manuels de 5^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1946, avec 6 mois 22 jours d'ancienneté : M^{me} Le Yavane Denise, maitresse de travaux manuels de 5^e classe (bonification pour services auxiliaires : 2 ans 9 mois 22 jours) ;

Maitresse de travaux manuels de 5^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1946, avec 3 ans 8 mois 12 jours d'ancienneté, et maitresse de travaux manuels de 4^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1946, avec 8 mois d'ancienneté : M^{me} Poli Pauline, maitresse de travaux manuels de 4^e classe (bonification pour services auxiliaires : 2 ans) ;

Assistante maternelle de 4^e classe du 1^{er} octobre 1946, avec 3 ans 9 mois d'ancienneté, et assistante maternelle de 3^e classe du 1^{er} octobre 1946, avec 9 mois d'ancienneté : M^{me} Mothe Jeanne, assistante maternelle de 3^e classe (bonification pour services auxiliaires : 2 ans) ;

Institutrice de 6^e classe du 1^{er} novembre 1946, avec 2 ans 10 mois d'ancienneté, et institutrice de 5^e classe du 1^{er} novembre 1946, avec 10 mois d'ancienneté : M^{me} Herrera Albine, institutrice de 5^e classe (bonification pour services auxiliaires : 2 ans 9 mois) ;

Institutrice de 6^e classe (cadre particulier) du 1^{er} octobre 1947, avec 1 an 8 mois d'ancienneté, et institutrice de 5^e classe (cadre particulier) du 1^{er} février 1948 : M^{me} Denizéau, née Coiffet Gabrielle, institutrice de 5^e classe (bonification pour services auxiliaires : 9 mois) ;

Institutrice de 4^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec 3 ans 7 mois 1 jour d'ancienneté, et institutrice de 3^e classe du 30 mai 1948 : M^{me} Sicsic Hilda, institutrice de 3^e classe (bonification pour services auxiliaires : 3 mois) ;

Institutrice de 6^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec 10 mois d'ancienneté, et institutrice de 5^e classe du 1^{er} mars 1949 : M^{me} Costantini Purification, institutrice de 5^e classe (bonification pour services auxiliaires : 1 mois) ;

Mouderrès de 6^e classe du 1^{er} octobre 1946, avec 15 ans 5 mois d'ancienneté, et mouderrès de 5^e classe du 1^{er} octobre 1946, avec 12 ans 5 mois d'ancienneté : M. Regragui Mohammed, mouderrès de 5^e classe (bonification pour services suppléants : 13 ans 2 mois).

Est reclassée institutrice de 5^e classe du 1^{er} octobre 1949, avec 3 ans 9 mois d'ancienneté : M^{me} Cavassifas Yvonne, institutrice de 5^e classe (bonification pour services auxiliaires : 1 an).

(Arrêtés directoriaux des 10, 13, 20, 22 et 25 octobre 1949.)

Sont remises sur leur demande à la disposition de leur administration d'origine et rayées des cadres de la direction de l'instruction publique le 1^{er} octobre 1949 : M^{lle} Perrod Simone, professeur agrégé, et M^{me} Marty, née Got Gabrielle, institutrice. (Arrêtés directoriaux des 15 et 20 octobre 1949.)

Est rayé des cadres de la direction de l'instruction publique à compter du 1^{er} janvier 1949 : M. Muller Lucien, instituteur de 4^e classe. (Arrêté directorial du 22 octobre 1949.)

Est acceptée à compter du 15 novembre 1948 la démission de M. Fabre Paul, instituteur stagiaire. M. Fabre Paul est rayé des cadres de la direction de l'instruction publique à la même date. (Arrêté directorial du 6 octobre 1949.)

Rectificatif au Bulletin officiel n° 1927, du 30 septembre 1949, page 1266.

Au lieu de :

« Sont délégués du 1^{er} octobre 1949 dans les fonctions de :

« Surveillant général de 3^e classe (cadre unique, 2^e catégorie), avec 3 ans 18 jours d'ancienneté : M. Léonardi Jean, répétiteur surveillant de 4^e classe (cadre unique, 2^e ordre) » ;

Lire :

« Sont délégués du 1^{er} octobre 1949 dans les fonctions de :

« Surveillant général de 5^e classe (cadre unique, 2^e catégorie), avec 3 ans 18 jours d'ancienneté : M. Léonardi Jean, répétiteur surveillant de 4^e classe (cadre unique, 2^e ordre). »

*
*
*

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Le nom de Larbi ben Abdelmalek, infirmier de 3^e classe, est remplacé sur les contrôles du personnel par celui de Larbi ben Abdelkhalek. (Arrêté directorial du 17 octobre 1949.)

Est nommé adjoint de santé de 5^e classe (cadre des diplômés d'État) du 1^{er} octobre 1949 : M. Guiffier Roland. (Arrêté directorial du 10 octobre 1949.)

M. Luigi François, médecin de 3^e classe, est reclassé en cette qualité à compter du 27 avril 1946 pour l'ancienneté et du 11 décembre 1947 pour le traitement (bonification pour services militaires : 3 ans 7 mois 14 jours). (Arrêté directorial du 22 octobre 1949.)

Est placée en disponibilité du 1^{er} novembre 1949, M^{lle} Bonfils Marie, adjointe de santé de 5^e classe (cadre des diplômées d'Etat). (Arrêté directorial du 25 octobre 1949.)

* * *

OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.

Sont reclassés, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, *commis N.F.* :

10^e échelon du 1^{er} mai 1949 : M. Vial Robert ;

11^e échelon du 6 juin 1949 : M. Antomarchi Ange ;

12^e échelon du 1^{er} novembre 1949 : M. Carillo Lucien.

(Arrêtés directoriaux des 4, 5 et 22 octobre 1949.)

Honorariat.

Le titre de contrôleur civil chef de région honoraire est conféré à M. Laurent Pierre, contrôleur civil de classe exceptionnelle en retraite.

Le titre de contrôleur civil honoraire est conféré à M. Vayre Lucien, contrôleur civil chef d'un commandement territorial supérieur, 1^{er} échelon, en retraite.

(Décrets du président du conseil des ministres du 30 septembre 1949.)

Le titre de contrôleur civil chef de région honoraire est conféré à M. Contard Louis, contrôleur civil chef de région, en retraite. (Décret du président du conseil des ministres du 5 octobre 1949.)

Admission à la retraite.

M. Vayre Lucien, contrôleur civil chef de commandement territorial supérieur, 1^{er} échelon, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} décembre 1949. (Décret du président du conseil des ministres du 30 septembre 1949.)

M. Phéline Louis, sous-directeur hors classe du cadre des administrations centrales, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} novembre 1949. (Arrêté résidentiel du 10 novembre 1949.)

MM. Herlaut Denis, professeur licencié de 1^{re} classe du cadre supérieur, et Bories Barnabé, contremaître de 1^{re} classe (cadre normal, 2^e catégorie), de la direction de l'instruction publique, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite et rayés des cadres du 1^{er} octobre 1949. (Arrêtés directoriaux du 2 octobre 1949.)

M. Luquet Georges, dessinateur de classe exceptionnelle du cadre particulier des techniciens des plans de villes et des travaux municipaux de la direction de l'intérieur, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} octobre 1949. (Arrêté directorial du 3 octobre 1949.)

M. Tagliaglioli Paul, premier surveillant de 3^e classe de l'administration pénitentiaire, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} août 1949.

M. Calova Marcel, surveillant de 1^{re} classe de l'administration pénitentiaire, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} octobre 1949.

(Arrêtés directoriaux des 27 juillet et 1^{er} octobre 1949.)

M. Vanlerberghe Ernest, contrôleur principal de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales de 2^e classe, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} janvier 1950. (Arrêté directorial du 10 octobre 1949.)

Élections.

Élections des représentants du personnel des secrétariats-greffes et de l'interprétariat judiciaire dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement de ce personnel pour les années 1950 et 1951.

Scrutin du 3 décembre 1949.

LISTES DE CANDIDATURES.

A. — SECRÉTARIATS-GREFFES.

Listes présentées par le comité de coordination des Syndicats de la justice française du Maroc.

Cadre des secrétaires-greffiers en chef et secrétaires-greffiers.

Secrétaires-greffiers en chef :

- MM. Noé Henri, secrétaire-greffier en chef à Marrakech ;
- Bourgoin Marcel, secrétaire-greffier en chef à Mogador ;
- Legé Georges, secrétaire-greffier en chef à Casablanca ;
- Vernes Paul, secrétaire-greffier en chef à Casablanca.

Secrétaires-greffiers :

- MM. Larédo Léon, secrétaire-greffier à Casablanca ;
- Magnard Roger, secrétaire-greffier à Rabat ;
- Pons Gilbert, secrétaire-greffier à Rabat ;
- Navarro Émile, secrétaire-greffier à Oujda.

Cadre des secrétaires-greffiers adjoints.

- MM. Fontaine Henry, secrétaire-greffier adjoint à Rabat ;
- Siry Henri, secrétaire-greffier adjoint à Rabat ;
- Durivaux René, secrétaire-greffier adjoint à Oujda ;
- Audouy Georges, secrétaire-greffier adjoint à Casablanca.

Cadre des commis chefs de groupe, commis principaux, commis et employés publics.

- MM. Orabona Antoine, commis principal à Rabat ;
- Cano René, commis principal à Casablanca ;
- Gomez Sauveur, commis principal à Rabat ;
- M^{me} Raymond Odette, commis à Casablanca.

Cadre des dames dactylographes.

- M^{me} Salières Adrienne, dame dactylographe à Casablanca ;
- Quilichini Jeanne, dame dactylographe à Casablanca ;
- M^{me} Fauchon Jeanne, dame dactylographe à Casablanca ;
- M^{me} Boutinet Georgette, dame dactylographe à Casablanca.

B. — INTERPRÉTARIAT JUDICIAIRE.

Listes présentées par le Syndicat des interprètes judiciaires du Maroc.

Cadre des chefs d'interprétariat et interprètes principaux.

- MM. Rahali Lakdar, interprète principal à Rabat ;
- Thauvin Gabriel, interprète principal à Meknès.

Cadre des interprètes judiciaires.

- MM. Hélix Lucien, interprète judiciaire à Rabat ;
- Couratier Henri, interprète judiciaire à Rabat ;
- Larbi ben Tahar Bouhlal, interprète judiciaire à Rabat ;
- Abou Bekr Moulay Idriss, interprète judiciaire à Casablanca.

Elections des représentants du personnel de la direction des travaux publics dans les commissions d'avancement et les organismes disciplinaires de ce personnel pour les années 1950 et 1951.

LISTES DE CANDIDATURES.

Cadre des ingénieurs principaux, subdivisionnaires et adjoints.
Liste indépendante.

Ingénieurs principaux : MM. Viotte et Brunet.

Ingénieurs subdivisionnaires et adjoints : MM. Chirat, Rodriguez, Canclaud et Texier.

Cadre des sous-ingénieurs.

Liste « C.G.T. ».

MM. Martin, Cailteau, Aiglon et Pascon.

Cadre des agents techniques.

Liste « C.G.T. ».

MM. Gardey, Nouchi, Poucel et Basseler.

Cadre des conducteurs de chantiers.

Liste « C.G.T. ».

MM. Ravel, Franceschi, Garbès et Anton.

Cadre des employés et agents publics.

Liste « C.G.T. ».

MM. Del Rey, Parra, Coulot et Delgado.

Cadre des chefs de bureau de circonscription et d'arrondissement.

Liste « Force ouvrière ».

Chefs de bureau de circonscription : MM. Lovichi et Torregrosa.

Chefs de bureau d'arrondissement : MM. Cayla et Cathaud.

Cadre des commis des travaux publics.

Liste « C.G.T. ».

MM. Boichard, Labedays, Artéro et Martinez.

Liste « Force ouvrière ».

MM. Musso, Costalin, Sambrana et M^{me} Veuvet.

Cadre des dames dactylographes et dames employées.

Liste « Force ouvrière ».

M^{mes} Renucci, Leclerc, Salél et Santoni.

Elections des représentants du personnel de l'inspection du travail appelés à siéger en 1950 et 1951 à la commission d'avancement et au conseil de discipline de ce personnel.

Scrutin du 3 décembre 1949.

LISTES DE CANDIDATURES.

Grade : inspecteur du travail.

Liste unique : M^{lle} Oléon Yvonne et M. Colin Georges.

Grade : sous-inspecteur du travail.

Liste unique : MM. Arroyo Léandre et Rodier André.

Elections des représentants du personnel de la direction de la production industrielle et des mines dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement de ce personnel pour les années 1950 et 1951.

I. — Liste « C.F.T.C. ».

1° Cadre des chimistes.

MM. Coisset Pierre, titulaire ;
Simeray Maurice, suppléant.

2° Cadre des contrôleurs des mines.

MM. Durollet Henri, titulaire ;
L'Henaff Roger, suppléant.

3° Cadre des commis.

M. Louchart Xavier, titulaire ;
M^{me} Vergnes Madeleine, suppléante ;

4° Cadre des dactylographes.

M^{mes} Navarro Andréa, titulaire ;
Roussel Simone, suppléante.

5° Cadre des agents publics.

MM. Roulleau Roger, titulaire ;
Tucita Etienne, suppléant.

II. — Syndicat des géologues.

Géologues principaux.

MM. Agard, titulaire ;
Robaux, suppléant.

Géologues et géologues assistants.

MM. Bolelli, titulaire ;
Taltasse, suppléant.

III. — Cadre des ingénieurs subdivisionnaires et ingénieurs adjoints.

MM. Vergerio, titulaire ;
Mira, suppléant.

Elections des représentants du personnel de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts dans les commissions d'avancement et les organismes disciplinaires de ce personnel, pour les années 1950-1951.

Scrutin du 3 décembre 1949.

LISTES DE CANDIDATURES.

1° Corps du génie rural.

Liste de l'Association amicale des ingénieurs du génie rural.

Ingénieurs en chefs : MM. Carbonnières Robert et Bourdier Raymond.

Ingénieurs : MM. Salenc Pierre et Darlot André.

Ingénieurs adjoints : MM. Pommeret Henri et Guillaume Jacques.

2° Cadre principal des travaux ruraux.

Liste du Syndicat national des ingénieurs des travaux ruraux et adjoints techniques du génie rural (Force ouvrière).

Ingénieurs et ingénieurs adjoints : MM. Rousselle Robert et Casanova Charles.

3° Cadre supérieur de l'agriculture, de l'horticulture et de la défense des végétaux.

Liste de la Fédération marocaine des syndicats de fonctionnaires.

Inspecteurs principaux et inspecteurs : MM. Bleton Charles, Cadiot Jean, Maulini Jacques et Rungs Charles.

Inspecteurs adjoints : MM. Bourges Marius, Loislil Léon, Dupont Jean-Pierre et Rieuf Paul.

Liste « C.F.T.C. ».

Inspecteurs principaux et inspecteurs : MM. Guénot Guy, Faure Raoul, Vidal Joseph et Wéry-Protat Adolphe.

Inspecteurs adjoints : MM. Duguet Jean, Duprat Jean-André, Élant Hubert et Hercher Pierre.

4° Cadre supérieur des laboratoires de l'agriculture.

Liste d'Union des chimistes.

Chimistes principaux : MM. Toubol Valentin et Chambionnat André.

Chimistes : MM. Caby Jean-Baptiste et Augis Emile.

5° Cadre des préparateurs des laboratoires de l'agriculture et de l'élevage.

Néant.

6° Cadre supérieur de l'élevage.

Liste de l'Association des inspecteurs de l'élevage.

Vétérinaires-inspecteurs principaux : MM. Belle Gustave et Vidal Georges.

Vétérinaires-inspecteurs : MM. Chevrier Louis, Fournier René, Dupin Frédéric et Joncquiert Claude.

7° Cadre supérieur du service du ravitaillement.

Liste du Syndicat du ravitaillement.

Inspecteurs : MM. Plaut Henri et Rolland Jacques.

8° Cadre supérieur de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales.

Liste du Syndicat de l'Office des céréales.

Inspecteurs : MM. Treulle Jean et Boulard Marceau.

8° bis. — Cadre supérieur de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation.

Liste des indépendants.

Inspecteurs : MM. Ribière Roger et Testet Maurice.

9° Cadre des instruments de mesure.

Liste du Syndicat des inspecteurs des instruments de mesure.

Inspecteurs divisionnaires : MM. Benedetti Jean-Baptiste et Nérat de Lesguise Adrien.

Inspecteurs : MM. Gardini Vincent et Alessandri Albert.

10° Cadre supérieur de la marine marchande.

Liste d'union des inspecteurs de la marine marchande.

Inspecteurs : MM. Roy Yves et Calendini Jean.

11° Cadre principal de la marine marchande.

Néant.

12° Cadre secondaire de génie rural.

Liste du Syndicat national des ingénieurs des travaux ruraux et adjoints techniques du génie rural (Force ouvrière).

Adjoints techniques principaux et adjoints techniques : MM. Carbonnières René et Philippe Roger.

13° Cadre des améliorations agricoles.

Liste du Syndicat national des ingénieurs des travaux ruraux et adjoints techniques du génie rural (Force ouvrière).

Conducteurs principaux et conducteurs : MM. Daviray Henri et Molinard Jean.

14° Cadre principal de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales.

Liste de la Fédération marocaine des syndicats de fonctionnaires.

Contrôleurs principaux et contrôleurs : MM. Pasquet Robert et Moulin Fernand.

14° bis. — Cadre principal de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation.

Liste des indépendants.

Contrôleurs principaux et contrôleurs : MM. Homberger Maxime, Duniou Robert, de Miollis Baoul et Couve Pierre.

14° ter. — Cadre principal du service du ravitaillement.

Liste d'union intersyndicale.

Contrôleurs principaux et contrôleurs : MM. Lercudier Jean et Durisy François.

15° Cadre secondaire de la marine marchande.

Néant.

16° Cadre principal de l'agriculture, de l'horticulture et de la défense des végétaux.

Liste « C.F.T.C. ».

Chefs de pratique agricole et contrôleurs de la défense des végétaux : MM. Baudet Charles, Courtin Michel, Richez Jacques et Si el Mokri Aboubeker

17° Cadre principal de l'élevage.

Liste « C.F.T.C. ».

Agents d'élevage : MM. Castellarneau Raymond, Faouen André, Langlade Paul et Parent Paul.

18° Corps des officiers des eaux et forêts.

Liste du Syndicat national des officiers ingénieurs des eaux et forêts (autonomes).

Conservateurs : MM. Boulhol Pierre et Marceron Georges.

Inspecteurs principaux et inspecteurs : MM. Langevin Maurice et Jounet Pierre.

Inspecteurs adjoints : MM. Marion Jacques et Moser Jean.

Gardes généraux : néant.

19° Cadre supérieur et principal du service de la conservation de la propriété foncière.

Liste du Syndicat foncier.

Conservateurs : MM. Mérillot Maurice et Sage Étienne.

Conservateurs adjoints : MM. Agostini Florinde et Mouty Fernand.

Contrôleurs principaux et contrôleurs : MM. Lanier Guy, Nadal René, Aubin de la Messuzière Michel et Dhombres André.

Liste « C.F.T.C. et Indépendants ».

Conservateurs : MM. Meyère Marc et Guillaume Georges.

Conservateurs adjoints : MM. Lamur Louis et Simon Jean.

Contrôleurs principaux et contrôleurs : MM. Protat Charles, Guizard Paul, Voissot Paul et Milhaud Gaston.

20° Cadre des secrétaires du service de la conservation de la propriété foncière.

Liste du Syndicat foncier.

Secrétaires de conservation : MM. Sueur Henri, Brésilleux Charles, Loncan Robert et Fromentèze Joseph.

Liste « C.F.T.C. et Indépendants ».

Secrétaires de conservation : MM. Goirand Adolphe, Boquel Paul, Verret Étienne et Lovichi Télémaque.

21° Cadre supérieur du service topographique chérifien.

Liste « C.F.T.C. ».

Ingénieurs topographes principaux et ingénieurs topographes : MM. Troussel Henri et Aiglou Roger.

22° Cadre principal du service topographique chérifien.

Liste du Syndicat des ingénieurs du S.T.C.

Ingénieurs géomètres principaux et ingénieurs géomètres : MM. Léonetti François, Reynaud Lucien, Vivier Denis et Hartmann Jacques.

Ingénieurs géomètres adjoints : MM. Chabrier Jacques et Andraud Roger.

Liste « C.F.T.C. et Indépendants ».

Ingénieurs géomètres principaux et ingénieurs géomètres : MM. Coste Arthur, Girolami René, Brus Lucien et Lovat Marcel.

Ingénieurs géomètres adjoints : MM. Lovichi Jean et Larobe Georges.

23° Cadre principal des dessinateurs du service topographique chérifien.

Liste du Syndicat unique des dessinateurs-calculateurs du S.T.C.

Chefs dessinateurs-calculateurs : néant.

Dessinateurs-calculateurs principaux et dessinateurs : MM. Charbonnel Bertrand, Bonname Georges, Bernardini Jean et Toussaint Marcel.

24° Cadre des préposés des eaux et forêts.

Liste du Syndicat national des préposés des eaux et forêts.

Adjoints-chefs : MM. Dubois Élie et Guillaume Mathieu.

Brigadiers : MM. Cazaneuve Pascal, Franceschi Pierre, Jacquemin Charles et Mons Désiré.

Sous-brigadiers : MM. Agostini Maurice, Bouyssou Eugène, Mazel André et Polverelli Jules.

Gardes : MM. Clère Jacques, Le Boulch Pierre, Mestcherinoff Alexandre et Valéry Alimond.

25° Cadre de l'interprétariat du service de la conservation de la propriété foncière.

Liste « C.F.T.C. et Indépendants » pour le grade de chef de bureau d'interprétariat.

MM. Wehrlé René et Viguié Pierre.

Liste indépendante pour le grade des interprètes principaux.

MM. Rahal Mostefa ben Bachir et Salloum Négib.

Liste indépendante pour le grade des interprètes.

MM. El Kaïm Haïm et Zaoui Meyer.

26° Cadre administratif secondaire du service des eaux et forêts.

Néant.

27° Cadre administratif secondaire du service de la conservation foncière.

Liste « C.F.T.C. et Indépendants ».

Commis principaux et commis : MM. Tessier André et Raygot Théophile.

Dames dactylographes et employées : néant.

28° Cadre secondaire de l'interprétariat du service de la conservation de la propriété foncière.

Néant.

29° Cadre administratif des commis chefs de groupe, commis principaux et commis de la D.A.C.F.

Liste « C.G.T. ».

Commis chefs de groupe, commis principaux et commis : MM. Son Frédéric, Gimeno Pierre, Charlemagne Roland et Guillot Lucien.

Liste indépendante.

Commis chefs de groupe, commis principaux et commis : MM. Eyriès Paul, Tauzias Augustin, M^{me} Goubbron Rolande et M. Bessière Christian.

Liste « Force ouvrière ».

Commis chefs de groupe, commis principaux et commis : MM. Luciani Joseph, Apparicio Antoine, Brillat Martin et Reynaud Simon.

29° bis. — Cadre administratif des dames sténodactylographes, dames dactylographes et dames employées de la D.A.C.F.

Liste indépendante.

Dames sténodactylographes, dactylographes et employées : M^{mes} Gablin Alice, Cochard Sébastienne, Bastide Berthe et Toulza Léa.

30° Cadre des employés et agents publics de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts.

Liste « C.F.T.C. ».

Employés et agents publics : MM. Couédor André, Prunera François, Duvignaud Jean et Roux Georges.

Elections des représentants du personnel de la direction de la santé publique et de la famille dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement de ce personnel pour les années 1950-1951.

Scrutin du 6 décembre 1949.

LISTES DE CANDIDATURES.

Cadre des médecins et pharmaciens principaux et médecins et pharmaciens constituant un seul grade.

Liste n° 1. — Fédération marocaine de la santé publique.

D^r Armani Georges, médecin principal de 1^{re} classe.

Bernaix André, médecin principal de 1^{re} classe.

Besse Jean, médecin principal de 1^{re} classe.

Gravier Maurice, médecin principal de 1^{re} classe.

Liste n° 2.

D^r Charbonneau Pierre, médecin principal de 3^e classe.

Popoff Oleg, médecin principal de 1^{re} classe.

Rulkowski Jean, médecin de 3^e classe.

Lummau Jean, médecin principal de 1^{re} classe.

Administrateurs-économistes.

Cadre des administrateurs-économistes de classe exceptionnelle, administrateurs-économistes principaux et administrateurs-économistes constituant un seul grade.

Liste unique.

MM. Rouby Auguste, administrateur-économiste, échelon exceptionnel.

Herry Corentin, administrateur-économiste, classe exceptionnelle, 2^e échelon.

Officiers de santé maritime.

Cadre des capitaines et lieutenants de santé constituant un seul grade.

Liste unique. — Fédération marocaine de la santé publique.

MM. Citerne Edouard, capitaine de santé de 2^e classe.

Delaporte Daniel, capitaine de santé de 2^e classe.

Adjointes spécialistes de santé.

Cadre des adjointes spécialistes de santé constituant un seul grade.

Liste n° 1. — Fédération marocaine de la santé publique.

MM. Llobet Roger, adjoint spécialiste de santé de 3^e classe.

Marchi Pierre, adjoint spécialiste de santé de 2^e classe.

Salières André, adjoint spécialiste de santé de 3^e classe.

Van Ryeke Jacques, adjoint spécialiste de santé de 2^e classe.

Liste n° 2. — Association professionnelle du personnel de la santé publique (C.F.T.C.).

MM. Pascual Michel, adjoint spécialiste de santé hors classe, 2^e échelon.

Rousseau Maximilien, adjoint spécialiste de santé de 2^e classe.

Dibinger Henri, adjoint spécialiste de santé hors classe, 2^e échelon.

Millon Edouard, adjoint spécialiste de santé de 1^{re} classe.

Adjointes de santé.

Cadre des adjointes principales et adjointes principales de santé, adjointes et adjointes de santé diplômées d'Etat et adjointes et adjointes de santé ne possédant pas le diplôme d'Etat, constituant un seul grade.

Liste n° 1. — Fédération marocaine de la santé publique.

MM. Bihoué Joseph, adjoint principal de santé de 3^e classe.

Boinville Louis, adjoint de santé de 1^{re} classe (cadre des non diplômés d'Etat).

Racoillet Roger, adjoint de santé de 1^{re} classe (cadre des non diplômés d'Etat).

Sevin André, adjoint principal de santé de 2^e classe.

Liste n° 2. — Association professionnelle du personnel de la santé publique (C.F.T.C.).

MM. Falcou Paul, adjoint principal de santé de 1^{re} classe.

Huet Raymond, adjoint principal de santé de 3^e classe.

M^{lle} Lucchini Marcelle, adjointe de santé de 5^e classe, diplômée d'Etat.

M. Amans Lucien, adjoint de santé de 3^e classe, cadre des non diplômés d'Etat.

Commis.

Cadre des commis chefs de groupe, commis principaux et commis constituant un seul grade.

Liste n° 1.

MM. Destobbeleire Raoul, commis principal de classe exceptionnelle, 1^{er} échelon.

André Georges, commis principal de 1^{re} classe.

Denemark Armand, commis principal de 1^{re} classe.

M^{me} Durand Gabrielle, commis de 1^{re} classe.

Liste n° 2. — Fédération marocaine de la santé publique.

M. Azoulay Isaac, commis principal de classe exceptionnelle, 2^e échelon.

M^{me} Bréger Cécile, commis principal de 1^{re} classe.

MM. Crozet Pierre, commis principal hors classe.

Perroni Augustin, commis principal de classe exceptionnelle, 1^{er} échelon.

Agents publics.

Cadre des agents publics, toutes catégories, constituant un seul grade.

Liste unique. — Fédération marocaine de la santé publique.

MM. Cruchet Auguste, agent public, 3^e catégorie, 3^e échelon.

Garnel Émile, agent public, 3^e catégorie, 4^e échelon.

Héhunstre André, agent public, hors catégorie, 5^e échelon.

Juif Maurice, agent public, 3^e catégorie, 5^e échelon.

Élections des représentants du personnel de la trésorerie générale dans le conseil de discipline et la commission d'avancement de ce personnel pour les années 1950 et 1951.

Scrutin du 3 décembre 1949.

LISTES DE CANDIDATURES.

I. — Receveurs particuliers du Trésor.

MM. Mattéoli Martin et Cousquer Louis.

II. — Receveurs adjoints du Trésor.

MM. Castel Pierre, Contestin Roger, Moralès Pierre et Schembri François.

III. — Chefs de section principaux et chefs de section.

MM. Colombier André, Jeanmonnot André, Mazurier Marcel et Tuduri Marcel.

IV. — Agents principaux et agents de recouvrement.

MM. Guillaume Raymond, Ponsolle Jean et Tomasi Pierre.

Élections des représentants du personnel de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre dans les conseils de discipline et les commissions d'avancement de ce personnel pour les années 1950 et 1951.

Scrutin du 3 décembre 1949.

LISTES DE CANDIDATURES.

1^o Cadre des chefs de division, chefs de bureau, rédacteurs principaux et rédacteurs.

Liste unique : MM. Ben Mouha Jacques et Raynaud Louis, rédacteurs.

2^o Cadre des commis chefs de groupe, commis principaux et commis.

Liste unique : MM. Cumine Lucien et Laurier Charles, commis.

AVIS ET COMMUNICATIONS

DIRECTION DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 15 NOVEMBRE 1949. — *Supplément à l'impôt des patentes* : Marrakech-Guéliz, rôles spéciaux 17 et 18 de 1949.

LE 21 NOVEMBRE 1949. — *Patentes* : contrôle civil d'Oulmès, émission primitive 1949 ; centre de Benguerir, émission primitive 1949 ; centre de Méchra-Bel-Ksiri, articles 1.501 à 1.683.

Supplément à l'impôt des patentes : Casablanca-centre, rôle 16 de 1948 ; Kasba-Tadla, rôle 1 de 1949 ; Khenifra, rôles 1 de 1948 et 2 de 1949 ; Boudenib, rôle 2 de 1949 ; centre de Bouanane, rôle 1 de 1949 ; Mogador-banlieue, rôle 1 de 1949 ; Marrakech-médina, rôle spécial 27 de 1949 ; El-Kbab, rôle 2 de 1949 ; cercle de Ksiba, rôle 1 de 1948 ; Khouribga, rôle 1 de 1949 ; Fès-médina, rôle 5 de 1949 ; circonscription d'El-Hammam (Mrirt), rôle spécial 1 de 1949.

LE 30 NOVEMBRE 1949. — *Patentes* : Fès-médina, articles 52.001 à 53.572 ; Marrakech-Guéliz, articles 4.501 à 5.242 (1) ; Petitjean, articles 4.501 à 5.199 ; Fedala, articles 1^{er} à 52c ; Rabat-banlieue (pachalik), articles 501 à 623.

LE 5 DÉCEMBRE 1949. — *Patentes*. — Casablanca-centre, articles 50.001 à 51.685 ; Casablanca-sud, articles 147.001 à 148.166 (10).

Taxe d'habitation : Casablanca-ouest, articles 90.001 à 95.439 ; Oujda (villages), articles 30.001 à 32.038.

Taxe urbaine : Casablanca-sud, articles 101.001 à 111.446 ; Fès-ville nouvelle, articles 15.001 à 17.726 (2).

Tertib et prestations des indigènes 1949.

LE 25 NOVEMBRE 1949. — Circonscription de Benahmed, caïdats des Hallaf Beni Ritoune et des Mellal Hamdaoua ; circonscription de Karia-ba-Mohammed, caïdat des Cheraga ; circonscription de Fès-banlieue, caïdats des Seïja et des Cherarda ; circonscription de Guercif, caïdat des Haouara ; circonscription de Khemis-des-Zemamra, caïdat des Oulad Amor-ouest.

Le chef du service des perceptions,

M. BOISSY.

Avis de concours pour les emplois de surveillant commis-greffier et de premier surveillant de prison.

Un concours pour deux emplois de premier surveillant et cinq emplois de surveillant commis-greffier de l'administration pénitentiaire aura lieu à Rabat, le 10 janvier 1950.

Sur ces emplois, un emploi de premier surveillant est réservé aux chefs gardiens sujets marocains et trois (un emploi de premier surveillant et deux emplois de surveillant commis-greffier) aux bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés.

Toutefois, si aucun candidat sujet marocain ne se présente ou n'est reçu et à défaut de candidats bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947, les emplois mis au concours à ces titres seront attribués aux autres candidats venant en rang utile.

La liste d'inscription ouverte à la direction des services de sécurité publique (administration pénitentiaire), sera close le 10 décembre 1949.

**Avis de concours directs et d'examens professionnels
organisés par la direction des travaux publics (sésion 1950).**

A. — Concours direct d'ingénieur adjoint.

Epreuves d'admissibilité, du 6 au 11 février 1950 ;
Epreuves écrites d'admission, du 20 au 25 mars 1950 ;
Epreuves orales d'admission, le 14 avril 1950.

B. — Examen professionnel d'ingénieur adjoint.

Epreuves d'admissibilité, du 13 au 16 février 1950 ;
Epreuves écrites d'admission, les 27 et 28 mars 1950 ;
Epreuves orales d'admission, le 13 avril 1950.

C. — Concours direct d'agent technique.

Epreuves de la 1^{re} partie, les 6, 7 et 8 mars 1950 ;
Epreuves de la 2^e partie, les 3 et 4 avril 1950.

D. — Examen professionnel d'agent technique.

Epreuves de la 1^{re} partie, les 13 et 14 mars 1950 ;
Epreuves de la 2^e partie, les 6 et 7 avril 1950.

E. — Examen professionnel de conducteur de chantier.

Epreuves écrites, le 10 mars 1950
Epreuve pratique et interrogations, le 31 mars 1950.

F. — Concours direct d'officier de port.

Epreuves écrites et épreuves orales, les 15, 16 et 17 mars 1950.

G. — Concours direct de commis.

Epreuves écrites, le 11 avril 1950 ;
Epreuve orale d'arabe dialectal, le 27 avril 1950.

**Liste des sur-arbitres
désignés par les signataires de la convention collective des banques
du 1^{er} décembre 1948.**

MM. Henri Faivre, administrateur-directeur général des Brasseries
du Maroc ;

Paul Deveney, sous-directeur honoraire du Crédit foncier
d'Algérie et de Tunisie.

Avis de l'Office marocain des changes.

Rectificatif au Bulletin officiel n° 1932, du 4 novembre 1949,
page 1400.

**Avis aux intermédiaires agréés
relatif aux nouvelles mesures monétaires.**

(Additif à la circulaire n° 137/O.M.C. du 22 septembre, 1949.)

- 1°
- 2° Au lieu de : « La livre libanaise vaut 149,70 francs métropolitains » ;
- Lire : « La livre libanaise vaut 159,70 francs métropolitains. »